

Compagnie de danse Batsheva, qui finance ? Éléments de réponse

Ohad Naharin, directeur du ballet israélien Batsheva, contesté par la Campagne BDS France lors de la saison croisée France-Israël, prétend être un opposant au régime d'apartheid israélien. Vous trouverez ci-dessous quelques informations sur les financeurs de cette compagnie.

Il y a trois financeurs publics:

1 -Le **Ministère de la Culture**

2 – La **Mairie de Tel Aviv**

3 – La **Division des Affaires Culturelles et Scientifiques du Ministère des Affaires étrangères**. Dans la présentation de cet organisme, des passages particulièrement révélateurs de l'esprit qui anime ce ministère. En voici quelques uns :

* *»Après presque 50 ans de lutte et de conflit, **Israël a enfin atteint le stade de la normalisation**. Des traités de paix avec l'Égypte et la Jordanie et des accords de paix entre Israël et l'OLP ont déjà été signés.*

* *»Dans le contexte du monde en mutation, le gouvernement israélien insiste sur le rôle de la culture, de la science et de l'économie en tant que moyen important de développer les relations avec les pays du monde. **Le ministère israélien des Affaires étrangères les considère comme la carte de visite de l'État**. À partir de 1994, il a publié une nouvelle directive exigeant une activité culturelle, universitaire et scientifique accrue sur la scène internationale. »*

* **»LA CULTURE À L'ÈRE DE LA PAIX**

Alors qu'Israël passe d'une époque de confrontation à une ère de paix et de coopération, nous accordons une importance accrue à la qualité de ce qu'Israël a à offrir dans les domaines de la culture, de la science, de l'éducation et des affaires universitaires. N'ayant plus l'image d'un peuple assiégé, d'un pays excellent principalement en matière de défense et de sécurité, Israël peut désormais se concentrer davantage sur son excellence culturelle et scientifique. À la lumière de ce changement, le ministère des Affaires étrangères se concentre de plus en plus sur la tâche de porter les produits de l'intellect et de la créativité israéliens à l'attention de la communauté mondiale.«

À travers ce florilège, on voit bien que les artistes qui sollicitent et obtiennent ce financement deviennent des « **cartes de visite** » pour promouvoir l'image d'un état qui prétend être tout le contraire de ce qu'il est en réalité (pacifique, entouré d'états amis et, au sein duquel, il n'existe aucun « problème palestinien »).

Et pour conclure avec ce sinistre ministère, un autre extrait témoignant d'un cynisme qui apparaît difficilement dépassable:

« *Tout comme l'attention du monde entier a été portée aux conflits de la région du Moyen-Orient, il en va de même du grand intérêt international **pour le processus de paix et ses fruits.*** « »

Des milliers de morts à Gaza, la construction d'un mur de la honte, une colonisation galopante, des prisonniers politiques par milliers dont des centaines d'enfants etc. ... qui pourrait, en effet, rêver de plus beaux fruits ????

Source: [Ministère des affaires étrangères d'Israël](#)

Parmi les financeurs privés, on notera:

– **Les banques Hapoalim et Leumi** qui font partie des banques israéliennes participant directement à la colonisation

(financement de constructions dans les colonies, ouverture d'agences dans les colonies ...). Ces banques israéliennes et quelques autres sont dénoncées dans le rapport sur [Les liaisons dangereuses des banques françaises avec la colonisation israélienne](#)

-la **Société Eastronics**: d'après [son site internet](#), cette entreprise fournit des systèmes de sécurité utilisés dans les check points.

– **La Fondation Dalia et Eli Hurvitz**: Eli Hurvitz décédé en 2011, grand entrepreneur et homme d'affaire israélien est le fondateur de la société pharmaceutique **TEVA** qu'il a dirigé jusqu'en 2002, avant d'en devenir président du Conseil d'Administration jusqu'en 2010. Il a été président de plusieurs conseils d'administration de sociétés dont celui de la banque **Leumi** (1986 à 1987) ou celui de **Magal Security System** (1992 à 1994) société fabricant des systèmes de sécurité (caméras de surveillances, par exemple) utilisés sur des grillages ou des murs de protection ... Bien que le site de **Magal** ne le précise pas, il y a tout lieu de penser que ces petits bijoux technologiques sont utilisés sur le « mur de sécurité ». La biographie d'Eli Hurvitz précise encore que ce personnage était profondément attaché aux principes du sionisme et qu'il s'est engagé dans l'armée et qu'il a, ainsi, participé à toutes les guerres (Sinaï, guerre des six jours, guerre du Kippour ...)

Source: [About Eli Hurvitz](#)

Les institutions et les personnes qui soutiennent Ohad Naharin n'entrent donc pas dans la catégorie des critiques de la politique d'Israël.

Voir aussi sur le site BDS France :

Ohad Naharin et le ballet israélien Batsheva : rétablir quelques vérités

Le mouvement BDS pour les droits des Palestiniens nominé pour le Prix Nobel de la Paix

Par Bjørnar Moxnes, membre du Parlement norvégien

OSLO, Norvège, 2 février 2018 (IPS) – En tant que membre du Parlement de Norvège, j’use fièrement de mon autorité d’élu officiel pour nommer le mouvement de Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS) pour les droits des Palestiniens au Prix Nobel de la Paix. Nommer le mouvement BDS à cette reconnaissance est parfaitement en accord avec les principes que moi-même et mon parti avons très à cœur. Comme le mouvement BDS, nous sommes pleinement engagés à faire cesser une politique raciste et de droite qui se développe beaucoup trop dans notre monde, et à garantir la liberté et l’égalité pour tous.

Inspiré par le mouvement anti-apartheid sud-africain et par le mouvement pour les droits civiques américain, le mouvement de base dirigé par les Palestiniens est un mouvement de défense des droits humains, pacifique, mondial qui exhorte au recours au boycott économique et culturel pour mettre fin à la violation par Israël des droits humains des Palestiniens et du droit international.

Le mouvement BDS cherche à mettre fin à un demi-siècle de régime militaire israélien sur 4,5 millions de Palestiniens, incluant les dix ans du siège dévastateur qui exerce une punition collective et étouffe près de 2 millions de Palestiniens à Gaza, l'expulsion de Palestiniens de leurs maisons et le vol de terres palestiniennes via la construction de colonies illégales en Cisjordanie occupée.

Ce mouvement tend vers des droits égaux pour les citoyens palestiniens d'Israël, actuellement discriminés par des dizaines de lois racistes, et vers la garantie du droit internationalement reconnu des réfugiés au retour dans leurs maisons et sur leurs terres dont ils ont été expulsés.

Les réfugiés palestiniens constituent près de 50% de tous les Palestiniens et leur droit au retour leur est refusé, simplement à cause de leur appartenance ethnique, alors que le droit le garantit à tous les réfugiés.

Les buts et aspirations du mouvement BDS pour les droits humains fondamentaux sont irréprochables. Ils devraient être soutenus sans réserve par tous les gens et États tenants de la démocratie.

La communauté internationale a une longue histoire de soutien à des actions pacifiques telles que le boycott et le désinvestissement contre des entreprises qui tirent profit des violations des droits humains. Le soutien international à de telles actions a été crucial dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et contre le régime colonial raciste de l'ex Rhodésie.

Si la communauté internationale s'engage à soutenir BDS pour mettre fin à l'occupation du territoire palestinien et à l'oppression du peuple palestinien, un espoir nouveau verra le jour pour une paix juste pour les Palestiniens, les Israéliens et tous les habitants du Moyen Orient.

Le mouvement BDS a été endossé par des personnalités en vue,

dont les anciens lauréats du Prix Nobel de la Paix, Desmond Tutu et Mairead Maguire. Il reçoit le soutien de syndicats, d'associations universitaires, d'églises et de mouvements de base pour les droits des réfugiés, des immigrants, des travailleurs, des femmes, des peuples indigènes et de la communauté LGBTQI. Il est de plus en plus adopté par des groupes juifs progressistes et des mouvements antiracistes dans le monde entier.

Après que 11 ans se soient écoulés depuis le lancement de BDS, il est grand temps pour nous de nous engager à ne pas causer de préjudices et pour tous les États à cesser leur complicité avec l'occupation militaire israélienne, avec l'apartheid raciste, le vol permanent de la terre palestinienne et d'autres violations flagrantes des droits humains.

Décerner le Prix Nobel de la Paix au mouvement BDS serait un signe puissant montrant que la communauté internationale est engagée à soutenir une paix juste au Moyen Orient et à utiliser des moyens pacifiques pour mettre fin au régime militaire et, plus largement, aux violations du droit international.

J'ai l'espoir que cette nomination puisse être un pas modeste mais nécessaire pour produire un avenir plus digne et plus beau pour tous les peuples de la région.

Bjørnar Moxnes est membre du Parlement norvégien

Source :
<http://www.ipsnews.net/2018/02/bds-movement-palestinian-rights-nominated-nobel-peace-prize/>

Traduction :
<http://www.aurdip.fr/le-mouvement-bds-pour-les-droits.html>

Comment agir pour défendre le droit au boycott ? Interpeller nos élus !

30 septembre 2017

Le « BDS » (Boycott-Désinvestissement-Sanctions) est souvent sujet aux fantasmes. Parmi le grand public, les institutions françaises ou même au sein de la société civile, l'acronyme suscite l'incompréhension, le rejet... « c'est illégal en France », « c'est de l'antisémitisme »... Mais qu'est-ce qui se cache réellement derrière ces trois lettres ?

BDS, c'est quoi ?

« BDS » fait référence aux termes **Boycott, Désinvestissement, Sanctions**. Il a pour origine une campagne lancée en 2005 par une très large coalition d'organisations de la société civile palestinienne, un an après l'avis de la Cour internationale de justice qui rappelait les obligations internationales d'Israël et notamment l'illégalité du Mur de séparation (en réalité d'annexion) et des colonies. Devant le refus israélien de se conformer au droit, la société civile palestinienne a lancé un appel au boycott, désinvestissement et aux sanctions contre l'État d'Israël jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international et donc reconnaisse les droits des Palestiniens (1). Ce mouvement s'inspire du boycott qui avait contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud.

Il se fixe 3 objectifs :

- **La fin de l'occupation et de la colonisation** de toutes les terres arabes et le démantèlement du Mur ;

▸ **La reconnaissance des droits fondamentaux des Palestiniens citoyens d'Israël** et de leur égalité avec les autres citoyens israéliens ;

▸ **Le respect, la protection et la promotion du droit des réfugiés palestiniens** à retourner dans leur foyer d'origine et propriétés tel que prévu par la résolution 194 de l'ONU.

A partir de cet appel, des campagnes de sensibilisation et d'action « BDS » ont été menées partout dans le monde.

Pour la campagne palestinienne, le **boycott** est un engagement citoyen en faveur du droit. Il s'agit de rompre les relations avec les entreprises israéliennes et internationales qui sont impliquées dans les violations des droits de l'Homme des Palestinien.nes, ainsi qu'avec les institutions sportives, culturelles et académiques complices.

Les campagnes de **désinvestissement** exigent, elles, des entreprises, banques, conseils municipaux, églises, fonds de pension et universités, de retirer leurs investissements de toute entreprise israélienne ou entreprise internationale impliquée dans la violation des droits des Palestinien.nes.

Les campagnes de **sanctions** visent à ce que les gouvernements et organismes institutionnels exigent d'Israël le respect du droit en suspendant ou mettant un terme à la coopération militaire, à des accords de libre-échange, ou d'autres formes de coopérations, et qu'ils excluent l'État israélien des forums internationaux tels que des organes des Nations unies ou la FIFA, l'Eurovision, des organismes de recherche etc.

Il existe une diversité de comportements par rapport au BDS ; certaines organisations n'ont pas rejoint l'appel BDS de 2005 mais pratiquent quand-même une forme de boycott. Certaines prônent un boycott total tel que demandé par les Palestiniens, d'autres rejettent le boycott culturel. Certaines n'acceptent que le boycott des produits des colonies, d'autres ne pratiquent que le désinvestissement etc.

Face aux idées reçues, que puis-je faire en tant que citoyen ? Comment agir pour défendre le droit au boycott ?

• **Interpeller mes élus en leur proposant une question écrite**, un outil permettant d'interpeller le gouvernement sur une question. Le gouvernement est obligé de répondre à la question, et plus le gouvernement reçoit de questions sur un sujet, plus il doit s'en emparer dans sa politique générale. Téléchargez le modèle ici :



Proposition de question écrite (pdf)



Proposition de question écrite (word)

Envoyez-là à votre député et sénateur :

- Retrouvez le contact de votre député ici : <http://www.assemblee-nationale.fr/q...>
- Retrouvez le contact de votre sénateur ici : <http://www.senat.fr/senateurs/senci...>

SOURCES

<https://bdsmovement.net/faqs#collap...>

<https://bdsmovement.net/what-is-bds>

www.bdsfrance.org

<http://www.aurdip.fr>

www.eccpalestine.or

<http://www.pcbs.gov.ps>

<http://www.un.org>

(1) Voir [l'appel au BDS par la société civile palestinienne](#)

5 mythes sur le boycott d'Israël que chaque amoureux du théâtre devrait prendre en compte

21 Juillet 2017

Dan Fishback est un dramaturge new-yorkais et membre du Jewish Voice for Peace Artists Council. Sa comédie musicale « The Material World » a été nommée dans les 10 meilleures pièces de 2012 par Time Out New York.

Depuis qu'un groupe de comédiens de haut rang [a demandé au Lincoln Center d'annuler les prochaines représentations d'une pièce de théâtre financée par le gouvernement israélien](#), la communauté dramaturge de la ville de New York est ébranlée par la gêne. Bien que beaucoup de professionnels du théâtre soutiennent la cause palestinienne, peu, en leur for intérieur, sont prêts à annuler une pièce, particulièrement dans un contexte actuel peu favorable à la culture, où [le président prévoit de supprimer la NEA](#) et que des soutiens de Trump interrompent Jules César.

Dans l'ère anti-culture de Trump, tous ceux qui travaillent dans le milieu de la culture souhaitent d'avantage de liberté d'expression et non moins. Alors pourquoi tant d'entre nous, de la gauche culturelle, soutiennent le mouvement Boycott,

Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre l'Etat d'Israël ?

En tant que dramaturge juif qui croit fortement que le BDS est le seul chemin vers une paix juste en Israël/Palestine, il est important pour moi que mes camarades artistes de théâtre comprennent ce qu'est le boycott, et ce qu'il n'est pas. Il existe tant de mythes au sujet de ce mouvement. La [couverture médiatique](#) lui est presque entièrement négative, et aujourd'hui 42 sénateurs, aussi bien Républicains que Démocrates, soutiennent un projet de loi visant à rendre illégal le soutien au BDS.

Un bref coup d'œil sur la campagne BDS pourrait nous diaboliser et il ne vous permettrait pas d'évaluer la situation catastrophique des Palestiniens ; vous ne pourriez évaluer à quel point le BDS est nécessaire à leur liberté, ni même comment le boycott fut méticuleusement élaboré dans le but de défendre les principes fondamentaux de la liberté d'expression.

Mythe 1: Nous boycottons toutes les pièces israéliennes

Nous ne boycottons pas les "pièces de théâtre israéliennes" en général, mais plutôt les pièces financées par l'état israélien, ou produites par des institutions qui soutiennent activement l'occupation. A titre d'exemple, au prochain festival du Lincoln Center, nous n'appelons pas à boycotter une pièce, qui pourtant est israélienne : nos détracteurs se gardent bien de le mentionner

Par exemple, les compagnies de théâtre que nous boycottons (Ha'bima et Cameri) acceptent toutes les deux des financements de l'état israélien et se produisent régulièrement dans les colonies illégales des territoires palestiniens occupés, qu'Israël continue de maintenir et de répandre en violation du droit international.

Ce n'est donc pas la nationalité des artistes qui nous importe, mais bien leur complicité dans une structure politique oppressive.

En pourtant, des voix pro-israéliennes comme Jonathan Greenblatt de la Ligue Anti-Diffamation [attaque le boycott](#), en disant :

“Lorsque vous rejetez une œuvre d'art en vous basant sur sa seule origine nationale et lorsque vous essayer d'empêcher les autres de la voir et d'en tirer leurs propres conclusions, ce n'est pas une position politique. C'est un préjugé, pure et simple.”

Bien sûr nous ne boycottons pas une pièce “en nous basant uniquement sur ses origines nationales”. Mais, comme souvent, nos critiques ne prennent pas la peine d'écouter notre point de vue, ou même de lire les grands principes du boycott. Il est plus facile pour eux de diffuser des mensonges et, ironiquement, de “diffamer” leurs opposants.

Mythe 2: Boycoter une pièce c'est toujours de la censure

En vérité, tout comme l'appel au BDS exclu de boycotter sur la base de la nationalité, il [exclu tout aussi explicitement](#) toute censure basée sur le contenu de l'œuvre. Nous nous focalisons uniquement sur les relations de l'artiste à l'état d'Israël.

Une des principales raisons pour lesquelles nous nous focalisons autant sur les financements de l'état pour les voyages est que, pour accepter ces financements, les artistes doivent officiellement accepter de devenir des instruments de propagande. Le [contrat dit](#) :

“[L'artiste] est conscient que le but de faire appel à ses services est de promouvoir les intérêts politiques de l'état

d'Israël via la culture et l'art, tout en contribuant à créer une image positive d'Israël.”

En fait, la raison explicite de ce financement est d'utiliser la culture afin de distraire le monde des brutalités de l'occupation. Et ceci n'est pas une théorie du complot, Israël l'admet. Ils ont créé le bureau de la “Brand Israel” en 2005 avec cet objectif. Un élu [a même déclaré](#) : “nous voyons la culture comme un outil de hasbara [“propagande” en hébreu] de premier choix, et je ne fais pas de différence entre hasbara et culture.”

Dans ce contexte, ce n'est pas que BDS “censure” l'œuvre, c'est que BDS résiste à une campagne de propagande élaborée dans le but d'influencer la politique internationale.

Les militants anti-boycott disent souvent que cette approche n'a pas de sens aux vues des nombreux artistes israéliens en tournée qui sont critiques du gouvernement israélien. Mais je réponds à ça que cet art “critique” n'est pas une partie négligeable de la campagne de propagande de la Brand Israel, il en est en fait le centre. Israël désire activement que les citoyens étatsuniens imaginent qu'Israël est un endroit où les idées sont exprimées librement, et non, en fait, un endroit où soutenir le BDS est un délit et où la culture palestinienne est activement effacée.

Mythe 3: le boycott culturel porte atteinte à l'échange libre d'idées, nécessaire pour changer les choses

Honnêtement, l'appel pour le BDS n'arrête pas les artistes israéliens de voyager aux Etats-Unis – il leur demande seulement de rejeter les financements d'état, par principe. Si quelqu'un empêche vraiment l'échange libre d'idées, c'est l'état d'Israël, qui cherche systématiquement à détruire la

culture palestinienne basée sur l'identité des artistes et le contenu de leurs œuvres.

Il y a des exemples évidents, comme l'arrêt des subventions et l'intimidation des théâtres palestiniens à l'intérieur d'Israël. Mais il y a aussi les injustices plus circonstancielles, comme les différentes manières qu'Israël a de limiter les déplacements des Palestiniens, d'entraver leur accès à l'éducation et de supprimer l'histoire culturelle palestinienne du territoire.

Donc quand Israël envoie des danseurs, acteurs ou réalisateurs israéliens autour du monde, se vendant comme le lieu de la diversité des voix artistiques, ils cachent la réalité : Israël est un lieu d'anéantissement culturel, où les Palestiniens doivent se battre, non seulement pour l'autonomie politique et la justice économique, mais pour leur langue, leur histoire et leur voix culturelle.

L'appel au BDS a pour objectif, à long terme, de libérer ces voix, afin d'avoir plus de culture, et non moins.

Mythe 4: le boycott est antisémite car il ostracise Israël

Nombre de détracteurs du BDS disent : "Il se peut qu'Israël fasse des choses horribles, mais d'autres pays sont encore pires ! Pourquoi ne pas les boycotter?" Avec cette logique, il est vrai qu'il semble antisémite que, de tous les pays du monde, nous nous concentrons uniquement sur l'état juif.

La réalité est que, contrairement à ces autres pays, Israël est un endroit où une population opprimée a spécifiquement demandé le boycott à la communauté internationale, comme forme de solidarité. Lorsqu'une population opprimée appelle à des formes d'aides spécifiques, nous avons la responsabilité de prendre au sérieux ses demandes.

Outre le contexte spécifique de l'appel palestinien au boycott, il existe nombre de raisons pour lesquelles un étatsunien devrait concentrer ses énergies politiques sur Israël/Palestine, entre autres :

- Un supporter du BDS pourrait être Palestinien, ou avoir de la famille ou des amis palestiniens. Cela pourrait être très personnel.
- Un supporter du BDS pourrait être juif et en avoir assez qu'Israël utilise son identité à des fins politiques oppressives.
- Un supporter d'Israël pourrait savoir comment le gouvernement donne des milliards de dollars U.S à Israël chaque année, et se sentir personnellement responsable de l'occupation que tous les contribuables étatsuniens, en vérité, financent. En d'autres termes, nous sommes déjà tous impliqués.

Mythe 5: BDS n'est pas la manière la plus efficace de protester contre les crimes d'Israël

Un argument que les sionistes libéraux donnent souvent contre le BDS est qu'eux aussi sont contre l'occupation par Israël de la Cisjordanie et la Bande de Gaza, mais que le boycott n'est pas une forme de résistance efficace contre cette injustice. "Cela met les gens trop mal à l'aise," disent-ils, "et la cible est trop large." Ils pensent que les militants BDS ont l'air de brutes quand nos campagnes impactent même les "bons" Israéliens qui ne sont pas activement impliqués dans l'oppression des Palestiniens.

Pour répondre à cette accusation, je dois faire un immense pas en arrière. Quand j'étais enfant, les sionistes libéraux autour de moi me disaient, encore et encore, que si les Palestiniens ne pratiquaient que la non-violence, ils auraient

un état viable. Maintenant nous y sommes, plus d'une décennie du mouvement non violent le plus large pour les droits humains palestiniens depuis que [750 000 Palestiniens furent expulsés de chez eux en 1948](#), et qu'est-ce qu'on entend ? On entend que le BDS, lui aussi, est la mauvaise tactique. On entend qu'il faut quelque chose d'encore plus doux.

A cela, je répondrai simplement : il n'y a pas de temps, et la situation est trop désespérée : Israël n'a pas de volonté politique de démanteler l'occupation ; les Etats-Unis continuent d'envoyer des milliards de dollars pour soutenir le siège de Gaza ; même les politiciens étatsuniens de gauche font la courbette au lobby israélien ; et même des sionistes libéraux comme Bernie Sanders sont appelés "antisémites" pour avoir affirmé tièdement l'humanité des Palestiniens.

Nous ne pouvons plus attendre que nos politiques poussent Israël à respecter les droits humains des Palestiniens. Nous ne pouvons plus dire : "Non, CECI n'est pas la bonne manière de se battre" chaque fois que les Palestiniens tentent d'obtenir justice. Au bout d'un moment, il faut prendre position pour la dignité humaine, même si cela nous rend mal à l'aise, et même si ce n'est pas comme ça que nous ferions "normalement" les choses. Car aussi longtemps que l'oppression des Palestiniens correspond à notre signification du mot "normal", nous permettrons que cela continue.

source: <http://forward.com/scribe/377463/5-myths-about-israel-boycotts-that-every-theater-lover-should-consider/>

Traduction: Lauriane G. pour BDS France

VIDÉOS: Argumentaires pour le boycott culturel et universitaire.

A l'occasion d'une soirée de travail organisée à Paris le 24 novembre 2016, autour de la parution du livre d'Eyal Sivan et Armelle Laborie, « Un boycott légitime – Pour le BDS universitaire et culturel de l'État d'Israël », aux éditions La fabrique.

– Justification du boycott – AURDIP (03'37 »)

Ivar Ekeland, Président de l'AURDIP (aurdip.fr), justifie la pratique du boycott comme arme de luttes des populations pour le droit et la justice.

– Un boycott légitime, présentation du livre par Eyal Sivan (16'43 »)

Eyal Sivan présente la démarche et les arguments du livre, dans un contexte actuel où le système universitaire israélien est en collaboration active avec l'appareil sécuritaire, militaire et de propagande d'Israël.

– Hasbara & Brand Israël (18'49 »)

Armelle Laborie et Eyal Sivan : du dispositif gouvernemental de la Hasbara à Brand Israël, face à la menace stratégique majeure qu'est devenu le boycott universitaire et culturel.

– Les légitimités du boycott académique de l'État d'Israël (25'27 »)

Réponses aux questions concernant les diverses légitimités du boycott universitaire et culturel de l'État d'Israël.

– Production et distribution cinématographique israélienne (18'24 »)

Armelle Laborie et Eyal Sivan : autant la production israélienne est relativement libre d'expression, autant la distribution est contractuellement assujettie au blanchiment de l'image et des pratiques de l'État d'Israël.

Clermont contre le « modèle israélien », et pour l'embargo militaire

.
Onze militant-e-s AFPS 63 et BDSF 63 se sont relayés pour distribuer, entre le 27 novembre et le 02 décembre 2016, 2.600 exemplaires d'un tract (ci-joint : [israel-pour-modele-afps-63-sept-2016](#)) sur 4 marchés populaires de Clermont-Ferrand : les Salins, la Gauthière, St-Jacques et Montferrand. Ce tract dénonce le « modèle israélien » qu'on veut nous vendre pour lutter contre le terrorisme, et appelle au boycott de l'État

d'Israël et à l'embargo sur le commerce des armes.

Les citoyen-ne-s rencontré-e-s sur ces marchés reflétaient une large partie de la diversité de la population clermontoise. Si l'on excepte quelques personnes qui refusent tout tract, et une très petite minorité qui déclare soutenir Israël, nos militant-e-s ont reçu un bon accueil, de nombreux remerciements et encouragements (malgré un certain pessimisme sur les perspectives de justice et paix en Palestine), pris des contacts souhaitant recevoir nos infos, et noté une promesse d'adhésion.

L'apartheid n'est pas qu'une métaphore

Ashley Davidson

8 Décembre 2015

Centrée sur la complicité des universités israéliennes dans le maintien de l'occupation de la Palestine et sur la répression de la liberté académique et politique des Palestiniens, une nouvelle collection d'essais, *Contre l'Apartheid : le bien-fondé du boycott des universités israéliennes*, publiée par Ashley Dawson et Bill V. Mullen, explique pourquoi des professeurs et des étudiants à travers le monde devraient rompre leurs liens avec les institutions israéliennes.

La présentation d'Ashley Davidson, qui suit, est l'une de celles qui ont inauguré la sortie du livre à New York.



Palestiniens faisant la queue
avant l'aube pour passer un
checkpoint à Bethléem

JE SUIS NÉE en 1965 en Afrique du Sud aux temps les plus sombres de l'apartheid, quand la plupart des opposants politiques étaient en prison ou en exil et alors que le mouvement démocratique de masse n'avait pas encore pris forme. J'ai passé une bonne partie de ma carrière de professeur à réfléchir au colonialisme, à l'impérialisme et à l'apartheid, de manière à faire le lien avec cette histoire et à lui donner un sens au présent.

D'un point de vue personnel, il m'importe grandement de comprendre l'histoire de l'apartheid et d'en combattre les manifestations contemporaines, mais je pense que cela devrait nous concerner tous fortement. Dans cet exposé, je vais essayer d'expliquer pourquoi nous devrions tous nous rallier à cette lutte.

L'apartheid n'est pas qu'une métaphore dont faire un usage vague. Le terme renvoie à un ensemble spécifique de politiques. À cet égard, je veux dire d'emblée que nous devrions tous être clairs : Israël n'est pas exactement semblable à l'Afrique du Sud. En utilisant le terme d'apartheid je ne prétends pas suggérer que les deux sociétés sont exactement les mêmes.

En fait, si vous connaissez un peu l'histoire de l'apartheid en Afrique du Sud, vous savez qu'il y a eu une évolution.

Avant 1948, lorsque les Britanniques avaient encore le contrôle de l'Afrique du Sud, il existait un ensemble de politiques relativement souples et même quelques lois qui imposaient des formes de ségrégation et d'oppression sur la majorité de la population. Ce ne fut toutefois qu'avec l'élection du Parti National en 1948, que l'apartheid fut mis en place par la formalisation d'un système juridique totalisant – ce que nous considérons maintenant comme caractérisant l'Afrique du Sud raciste.

L'apartheid sud-africain fut constitué progressivement, puis sous la pression du mouvement démocratique de masse des années 1980, quelques aspects particuliers de cette politique furent supprimés. Par exemple, au milieu des années 1980, le régime accorda le droit aux Asiatiques du Sud et aux dits « métis » d'être représentés au Parlement. Et bien sûr, la majorité noire du pays était supposée être souveraine dans ses « homelands ou patries ».

Un des principaux éléments de la campagne contre l'apartheid en Afrique du Sud, – une campagne de boycott, désinvestissement, sanctions – fut un défi à l'oppression matérielle sur le terrain aussi bien qu'à la légitimité idéologique du gouvernement sud-africain, en particulier à l'idée que le régime accordait une représentation significative et une souveraineté à la majorité non blanche. C'est précisément une telle campagne de démythification que nous avons besoin de mobiliser autour d'Israël qui se vante d'être un parangon de démocratie dans une région troublée.

QU'EST CE DONC que l'apartheid ? Une brève définition juridique serait sans doute utile : l'apartheid est constitué d'actes inhumains perpétrés dans le but d'établir et de maintenir la domination d'un groupe racial de personnes sur tout autre groupe racial de personnes et d'exercer sur lui une oppression systématique. Cette définition, sur laquelle repose

notre usage du terme dans notre livre, est issue de deux traités internationaux : la Convention Internationale sur la Suppression et la Punition du Crime d'Apartheid (1973) et le Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale (1998).

Ces traités internationaux et leurs interdictions de l'apartheid n'ont pas simplement le statut de droit coutumier international. Ce sont des règles préventives du droit international – connu comme la norme *Jus cogens*. Ce statut implique que d'autres États et des organisations internationales sont obligés de coopérer afin de mettre fin à des entraves sérieuses à ces normes. Ainsi, si Israël est de fait un État d'apartheid, alors les organisations internationales et les États sont dans l'obligation de mettre fin à cet apartheid. Et il en va de même pour les individus que nous sommes tous. C'est pourquoi ce terme est tellement important.

Comme le dit Omar Barghouti, « la signification pour la lutte palestinienne pour l'autodétermination du fait que le droit international considère l'apartheid comme un crime contre l'humanité – ce qui, par suite, entraîne des sanctions similaires en nature et en ampleur à celles qui ont été imposées à l'Afrique du Sud de l'apartheid – ne peut être exagérée.

Il y a certes beaucoup de différences entre l'Afrique du Sud et Israël. Les différences démographiques sont majeures : dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, il existait une minorité blanche qui aspirait à maintenir sa domination sur une majorité noire, alors qu'en Israël la population en majorité juive est engagée dans un traitement discriminatoire d'une minorité de Palestiniens au sein-même d'Israël, et dans un traitement discriminatoire et une occupation militaire des Palestiniens dans les territoires occupés. Et Israël n'a pas d'équivalent direct des lois toxiques de « l'apartheid mineur » telle la Loi sur la Séparation des Équipements Publics qui a instauré des toilettes, des plages et des fontaines ségréguées

racialement en Afrique du Sud.

Mais il y a des ressemblances très importantes, des ressemblances structurelles qui nous autorisent à parler d'apartheid dans les deux sociétés. Je vais détailler ici trois éléments-clé, d'abord en Afrique du Sud puis en Israël.

En Afrique du Sud, le régime d'apartheid était soutenu par trois ensembles-clé de lois.

Le premier a divisé la population du pays en groupes raciaux distincts et a assuré des droits supérieurs, des privilèges et des services aux blancs. Parmi ces lois raciales se trouvait la Loi de Classification de la Population de 1950, qui exigeait des gens de couleur d'avoir sur eux des laissez-passer ; la Loi sur l'Éducation Bantoue de 1953 ; et la Loi sur la Séparation des Équipements Publics de 1953. Ces lois ont institutionnalisé des hiérarchies raciales informelles qui avaient prévalu pendant l'ère pré-apartheid, créant des divisions légales rigides entre groupes raciaux tels que blancs, « métis », Indiens et Noirs.

La deuxième clé de voûte de l'apartheid sud-africain fut une série de lois qui ont marqué une ségrégation dans la population selon des zones géographiques distinctes attribuées à différents groupes raciaux. La ségrégation imposée par la Loi d'Habitation Séparée de 1950 fut ensuite renforcée par une série de lois sur les laissez-passer tel l'Amendement sur les Lois concernant les Natifs de 1952 qui a restreint le droit de passage des Noirs et d'autres groupes racialisés dans les villes et d'autres parties du pays allouées aux blancs.

Ces mesures de ségrégation ont été développées dans ce que les architectes appellent le « grand apartheid ». C'est au moyen de cette politique que le gouvernement sud-africain put créer une série de « homelands », connus également sous le nom de « bantoustans », dans lesquels des Sud-africains noirs furent transférés et assignés à résidence. Cela se situe sur une

petite part de la terre sud-africaine, généralement la plus pauvre. Le régime a prétendu que la majorité de la population du pays était souveraine sur ces soi-disant patries.

Le troisième élément-clé de l'apartheid sud-africain était une matrice de lois sécuritaires qui ont légalisé la détention administrative infinie, la torture, le bannissement et l'assassinat d'opposants au régime d'apartheid.

PARLONS MAINTENANT d'Israël où a été institué un ensemble de dispositions législatives parallèle à celui de l'Afrique du Sud. Le premier élément-clé de l'apartheid israélien réside dans une série de lois et de politiques qui établissent une distinction entre les Juifs et les non-Juifs et garantissent un statut juridique préférentiel et des bénéfices matériels aux premiers.

La « loi du retour » israélienne, codifiée en 1950, définit qui est juif d'un point de vue juridique et permet à tout Juif de la diaspora mondiale d'immigrer en Israël. La loi de Citoyenneté de 1952 a conséquemment octroyé automatiquement la citoyenneté à tous les immigrants en Israël sous l'égide de la « loi du retour, tout en établissant en même temps des obstacles insurmontables à l'accès à la citoyenneté des réfugiés palestiniens. Ce statut spécial conféré à l'identité juive a ensuite été appliqué de façon extraterritoriale dans les territoires occupés, étendant ainsi un statut juridique préférentiel et des bénéfices matériels aux colons juifs.

La deuxième clé de voûte de l'apartheid israélien consiste en politiques conçues pour fragmenter les territoires palestiniens occupés, de manière à faciliter la ségrégation et la domination – une occupation et une domination géographiques.

Il y a là une longue histoire : le Plan Sharon-Wachman a été rédigé en 1978 alors qu'Ariel Sharon était à la tête du comité

ministériel pour les colonies ; ce plan annonçait l'installation de 100 colonies israéliennes construites en matériaux industrialisés sur des crêtes de montagne en Cisjordanie, organisées en blocs concentrés reliés entre eux par un ensemble d'autoroutes est-ouest.

Les Palestiniens dans les territoires occupés – des décennies plus tard et du fait de ces politiques – vivent dans un archipel d'enclaves assiégées et non contiguës, qui équivalent pour l'essentiel à de micro-bantoustans destinés à cacher la domination d'Israël sur les territoires occupés, tout comme le régime blanc espérait que la politique du Grand Apartheid cacherait le dépeçage de l'autodétermination qu'il imposait à la population noire du pays.

Le troisième et dernier élément-clé de l'apartheid israélien est une matrice de lois « de sécurité » et de politiques d'État. Elles incluent le meurtre extrajudiciaire, la torture, des traitements cruels, inhumains ou dégradants, l'arrestation arbitraire et l'emprisonnement des Palestiniens. Les conditions de vie dans les territoires occupés, avec le système des checkpoints, des routes ségréguées racialement et des colonies permanentes sont en complète contradiction avec le droit international.

En 2010, le rapporteur spécial de l'ONU sur l'indépendance des avocats et des juges a établi que les conditions juridiques du système de justice militaire – la justice est rendue par des tribunaux militaires dans les territoires palestiniens occupés – n'est pas conforme aux normes internationales et que « l'exercice de la justice par un tribunal militaire sur des populations civiles n'accomplissant pas des tâches militaires est en principe incompatible avec une administration de la justice équitable, impartiale et indépendante ». Ce système militaire est en place depuis des décennies.

J'espère que cela vous donne une idée de la raison pour laquelle nous employons le terme « apartheid » dans notre

livre et pourquoi nous y voyons un motif-clé de nous engager dans la campagne BDS.

Je veux terminer en mentionnant très rapidement la question des universités et la raison pour laquelle nous devrions boycotter les universités israéliennes. Dans le système d'apartheid en Afrique du Sud, les universités étaient une clef essentielle au maintien de l'apartheid d'un point de vue matériel : elles aidaient à renforcer la puissance des Forces de Défense qui ont pu dominer militairement le mouvement démocratique de masse ; elles avaient aussi un rôle clef en donnant une légitimité idéologique au régime, en fournissant des idées telles que celle de la politique des homelands.

On peut dire quelque chose de très semblable à propos des universités israéliennes. Nombre d'entre elles ont des liens très forts avec le pouvoir militaire. De même, sinon davantage, beaucoup d'universités israéliennes et bon nombre d'universitaires israéliens jouent des rôles-clef en apportant un soutien intellectuel à l'État israélien et aux efforts qu'il fait. C'est pourquoi il est particulièrement important de comprendre que nous visons des institutions directement liées à l'État d'Israël, que nous pouvons légitimement, comme je l'ai montré, étiqueter État d'apartheid.

Traduction SF pour l'AURDIP

Source

:

<http://www.aurdip.fr/l-apartheid-n-est-pas-qu-une.html>

L'UE aide Israël à opprimer les Palestiniens

Controverse sur l'étiquetage des produits alimentaires israéliens

Pourquoi le boycott, le désinvestissement et les sanctions sont la voie juste pour avancer.

Par OMAR BARGHOUTI 12/11/15

Israël a beau plonger dans un extrémisme d'extrême droite sans masque, notamment avec l'escalade actuelle dans la brutalité de l'occupation et de la répression, l'Europe reste largement complice du soutien à l'occupation israélienne et de la violation des droits des Palestiniens, en dépit d'une rhétorique vide de l'Union Européenne.

Tout le buzz à Bruxelles et à Tel Aviv sur l'étiquetage par l'UE des produits des colonies israéliennes dans le territoire palestinien occupé, ne peut cacher le fait que la relation de l'Europe avec Israël contredit les valeurs auxquelles elle adhère et ses engagements juridiques.

Ignorant ses obligations en vertu du droit international, en particulier l'avis de la Cour Internationale de Justice de 2004 contre le mur illégal d'Israël, l'UE maintient un réseau de relations militaires, de recherche sur les armes, de transactions bancaires et d'accords commerciaux avec des sociétés israéliennes, des banques et des institutions profondément impliquées dans les violations de droits humains.

L'UE a aussi obstinément refusé d'appliquer la clause des droits humains dans son accord d'association avec Israël, blanchissant de ce fait les violations permanentes du droit international par le régime israélien d'occupation, de

colonialisme de peuplement et d'apartheid. Plus de 300 syndicats, ONG et autres organisations de la société civile de toute l'Europe ont lancé un appel à l'UE pour qu'elle cesse son soutien aux crimes d'Israël, notamment en suspendant l'accord d'association. L'appel a reçu le soutien de plus de 60 députés européens.

Si les droits des Palestiniens sont considérés aujourd'hui par une grande partie du monde comme « le test décisif pour les droits humains » ainsi que le dit John Dugard, le juriste sud-africain, ancien rapporteur de l'ONU sur les droits humains, alors l'UE a raté ce test.

Étiqueter les produits illégaux des colonies israéliennes au lieu de les interdire est considéré par les Palestiniens comme un échec de plus de l'UE à défendre le droit européen et international.

L'UE contribue à financer des sociétés militaires israéliennes, telles Elbit System et l'Aérospatiale d'Israël, qui sont accusées de complicité avec les crimes de guerre et probablement des crimes contre l'humanité de la part d'Israël.

L'attaque de 2014 d'Israël à Gaza, condamnée en tant que « massacre » par la présidente du Brésil et le ministre des affaires étrangères de France, a exacerbé la colère à l'échelle internationale et a encore érodé le maigre soutien dont jouit Israël dans l'opinion publique en Europe. Un ancien vice-premier ministre britannique et un ancien premier ministre français ont ouvertement appelé à des sanctions contre Israël. Le vice-président du deuxième plus grand parti d'Allemagne a appelé à un embargo sur les armes vers Israël – comme vers l'Arabie Saoudite et le Qatar.

Bien que l'UE continue à voter en bloc son soutien aux résolutions de l'ONU pour la défense des droits palestiniens tels que décrétés par l'ONU, dont le droit au retour des réfugiés palestiniens, et bien que l'UE condamne toujours les

colonies israéliennes comme illégales selon la quatrième convention de Genève, ces positions ne se sont traduites en aucune mesure effective de reddition de comptes d'Israël.

Quand on voit avec quelle rapidité l'UE a adopté des sanctions contre la Russie pour des violations présumées du droit international en Ukraine, bien pâles en comparaison des crimes d'Israël perpétrés depuis tout ce temps d'occupation du territoire palestinien, on ne peut qu'accuser l'Europe d'hypocrisie quand elle fait défaut sur des sanctions bien plus justifiées à prendre contre Israël.

Certains pourront objecter que les lignes directrices de 2013 sur les relations avec l'occupation israélienne et avec les colonies sont une manifestation concrète du rejet par l'Europe de la souveraineté d'Israël sur les territoires arabes occupés. Loin de refléter une approche qui, par principe, défende systématiquement les droits humains et le droit international, néanmoins, ces lignes directrices ont résulté directement du mécontentement croissant en Europe vis-à-vis d'Israël. Un sondage de la BBC en 2014 montre par exemple que la popularité d'Israël est du même ordre que celle de la Corée du Nord pour les deux tiers des sondés en Europe.

Source :
<http://www.politico.eu/article/the-eu-helps-israel-oppress-palestinians-occupation-rights-violation>

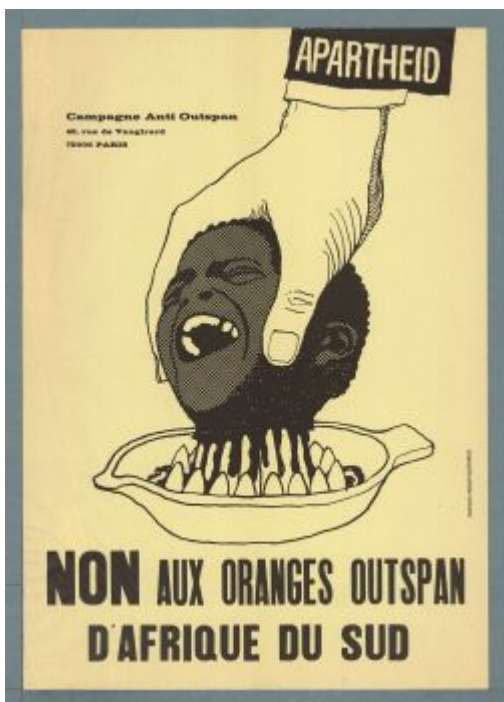
Traduction SF pour BDS France

D'un apartheid à l'autre :

article de 1989

Histoire: en 1989, Anne-Marie Kriek, une professeure sud-africaine se plaint du boycott qui frappe son pays: « pourquoi vous en prenez-vous uniquement à l'Afrique du Sud ? ». Aujourd'hui la réponse semble évidente, et pourtant ses arguments étaient les mêmes que ceux aujourd'hui des défenseurs de l'apartheid israélien. Cette plongée historique, 25 ans en arrière, nous rappelle la justesse de notre combat anticolonial...

Cet article a été publié (en anglais) [sur le site des Anthropologues américains pour le boycott des institutions universitaires israéliennes](#) qui demandent à ce que l'Association américaine d'anthropologie rejoigne BDS à la fin du mois de novembre 2015



L'Afrique du Sud ne devrait pas être prise spécifiquement pour cible

Anne-Marie Kriek, The Christian Science Monitor, 12 octobre 1989 (traduction: JPP pour la Campagne BDS France)

Alors que la violation des droits de l'homme est plutôt la

norme que l'exception dans la plupart des 42 États d'Afrique gouvernés par des Noirs, le projecteur reste fixé sur l'Afrique du Sud. Les images de racisme, de suprématie blanche, de nazisme, etc. sont une partie très efficace d'une campagne visant à jouer sur la culpabilité des Blancs et à nourrir la haine de l'Afrique du Sud. S'il est exact qu'il existe beaucoup de choses qui ne vont pas en Afrique du Sud, les faits sont montés en épingle et dénaturés. Une campagne politique bon marché visant à gagner les votes libéraux des Noirs aussi bien que des Blancs bienveillants (quoique moins bien informés), est réalisée en utilisant le « régime raciste » blanc de Prétoria comme une question fédératrice.

Contrairement à la croyance populaire, les Blancs n'ont pas pris le pays aux Noirs. Quand les Hollandais se sont installés au Cap en 1652, ils ont trouvé une terre aride, pour l'essentiel non peuplée. Ensemble, avec les colons français et allemands, ils vont construire une société dynamique.

Il a fallu attendre cent ans, à mesure qu'ils progressaient à travers ces vastes territoires inexplorés, pour qu'ils se rencontrent avec les Noirs qui descendaient vers le sud. Contrairement au mythe, les Noirs n'ont jamais eu à devoir partir de leurs terres. Ils se sont installés dans les terres tribales de leur choix. Quand les Blancs ont rencontré les Noirs, ceux-ci ne disposaient d'aucun langage écrit, aucune connaissance technologique, aucun remède pour les maladies infectieuses. Au XXe siècle, l'activité économique organisée par les Blancs a attiré progressivement les Noirs hors de leurs terres tribales vers l'économie de marché et dans les villes.

En début d'année, Randall Robinson, directeur exécutif de l'organisation de lobbying anti-apartheid TransAfrica, a déclaré : « *Tout ce que nous voulons, c'est une vie meilleure pour la population d'Afrique du Sud* ». Dans un article de ce journal en février dernier, Michael L. Boyt, de l'université du Botswana, s'est référé à l'Afrique du Sud comme à « système

qui n'offrira jamais une vie décente aux millions de Noirs qui vivent sous sa domination ».

Pourtant, l'Afrique du Sud est le seul pays de l'Afrique subsaharienne qui peut s'auto-alimenter. Les Noirs y possèdent le niveau de vie le plus élevé de toute l'Afrique. Bien que les conditions de vie des Noirs en Afrique du Sud (comme en Amérique) couvrent un large éventail, sa qualité de logement est inégalée nulle part sur le continent. Soweto est une véritable ville, à part entière, avec ses écoles, ses magasins, ses théâtres, ses stades de sport et ses courts de tennis. Dans certains endroits, les Noirs emmènent leurs enfants à leurs écoles privées dans des voitures allemandes. Peu d'États en Afrique noire peuvent se vanter d'un tel éventail d'options. À Mamelodi (Prétoria), une maison avec quatre chambres est accessible aux Noirs pour un prix d'achat total de 250 dollars.

Alors que le pays ne représente que 4 % de la surface de toute l'Afrique et 6,5 % de la population du continent, il est crédité de 25 % du produit national brut du continent, de 40 % de sa production industrielle, 45 % de sa production minière, 66 % de toute sa consommation en acier et en électricité générée, 46 % de tous les véhicules à moteur et 36 % de tous les téléphones.

Le complexe des soins de l'Afrique du Sud est le meilleur du continent. À Soweto, par exemple, il existe un important établissement hospitalier connu à travers le monde comme un grand centre d'études et de traitement des lésions traumatiques. Les Noirs qui se rendent dans les services de consultation des hôpitaux y sont pris en charge par les meilleurs médecins et règlent une moyenne de 2 dollars par visite, quel que soit le traitement. Une opération chirurgicale majeure, réalisée par les meilleurs spécialistes du pays, coûte moins de 5 dollars par jour.

Les statistiques de la Banque mondiale montrent que le pays a

le taux le plus faible de mortalité infantile du continent – 82 décès pour 1000, par rapport à 146. De même que l'espérance de vie y est la plus élevée – 55 ans contre 48.

En Afrique du Sud, le taux d'alphabétisation est de 70 % pour les Noirs, à comparer à la moyenne de 40 % dans les 51 États africains indépendants. L'enseignement est le poste avec le budget le plus élevé, par opposition aux dépenses militaires et de sécurité dans la plupart des États gouvernés par des Noirs.

Le revenu en Afrique du Sud est plus élevé pour les Noirs que dans tout autre État africain. En réalité, il existe une importante classe moyenne noire émergente. Il y a une constante augmentation du nombre des dentistes, médecins, avocats et autres professions supérieures. La prospérité des Noirs d'Afrique du Sud et la classe moyenne noire émergente ne sont que rarement mentionnées.

Autrefois pleins de vie, les 42 États à gouvernance noire se sont désintégrés en un cauchemar politique, social et économique. Sous le régime colonial, ces États produisaient 95 % de leur propre alimentation. Aujourd'hui, malgré leur richesse en ressources naturelles et en mains-d'œuvre, ces pays sont devenus petit à petit des États mendiants. Ajoutant au problème, la population de l'Afrique croît au taux alarmant de 3 % par an. Les experts mettent en garde contre la pire catastrophe que le monde aurait à connaître, une famine de masse.

Beaucoup de ces États disposent du vote « un homme, une voix » – mais, historiquement, uniquement autrefois. Ces élections anciennes ont été suivies par un régime de parti unique, ou par des dictatures militaires. Dans de nombreux pays, il est pratiquement impossible, par le vote, de renverser les plus hauts dirigeants. La moindre opposition semble toujours, d'une manière ou d'une autre, simplement devoir disparaître. La population est absorbée par les institutions du parti au

pouvoir.

Il n'existe que peu de contrôles sur l'action arbitraire des dirigeants, et la corruption prévaut en général parce que certaines des principales garanties contre les malversations publiques – une opposition forte et une liberté de la presse – sont largement absentes. Tel est le cas de l'ami de George Bush, Muboto (sic) Sese Seko, qui est au pouvoir au Zaïre depuis l'indépendance. Il affirme réellement avoir un soutien total dans son pays.

Contrôler les déplacements de la population est une pratique courante dans toute l'Afrique. En Tanzanie, au Kenya, et au Nigéria, les bidonvilles sont démolis, les populations obligées de déménager.

Les listes des violations des droits de l'homme sont interminables – avec de plus en plus d'atrocités par des Noirs contre des Noirs. Les prisonniers politiques sont torturés au Zimbabwe. Il y a 200 à 300 000 personnes derrière des barbelés au Mozambique. Les détenus évadés du SWAPO (parti politique de Namibie) parlent de torture – dans certains cas, jusqu'à la mort. La liste ne s'arrête pas là et pourtant, elle semble ne devoir jamais attirer l'attention des médias ou des campagnes anti-apartheid.

On estime à 1,9 million le nombre de Noirs des États voisins travaillant légalement ou non en Afrique du Sud parce que leurs propres économies sous gouvernance noire ne sont pas capables de les soutenir. Les virements des salaires de ces travailleurs étrangers fournissent des devises indispensables à leurs pays.

Bien que peu d'États africains soient prêts à reconnaître publiquement qu'ils commercent avec l'Afrique du Sud, il existait, en 1987, un flux réciproque de marchandises entre 47 États africains et l'Afrique du Sud. En 1988, il y a eu une augmentation de 80 % du commerce avec le Zimbabwe.

L'Afrique du Sud est, cependant, un outil utile pour les pays africains pour orienter un soutien extérieur à leurs efforts vers la concrétisation d'une « libération économique ». Il existe en réalité une relation directe entre la propagande de déstabilisation de la part des « États en première ligne » et la réactivité des pays donateurs dans l'octroi de leurs aides.

Le monde occidental ferme les yeux sur la véritable situation en Afrique. Tous ceux qui se lamentent à propos de l'Afrique du Sud s'en lavent les mains quand il s'agit de condamner l'Afrique noire. L'Occident soulage sa conscience en injectant des aides au développement. Personne ne semble remarquer qu'en dépit de ces aides, la situation ne cesse d'empirer.

Pourquoi l'Afrique du Sud est-elle condamnée si durement alors que des normes totalement différentes s'appliquent à l'Afrique noire ? En dépit des violations des droits de l'homme au Zaïre, le Président Bush applaudit Mr Mobutu pour sa contribution aux négociations de l'Angola, tout en évoquant les atrocités en Afrique du Sud.

Serait-ce qu'une forme de répression est plus acceptable qu'une autre, ou que l'oppression Noir/Blanc nous touche ? Ou peut-être qu'on s'attend à une meilleure conduite de la part d'un pays gouverné par des Blancs que de celle d'une Afrique gouvernée par des Noirs ?

En examinant la réalité de l'Afrique, est-ce cette « liberté », cette « démocratie », cette « vie décente », cette « vie meilleure pour le peuple d'Afrique du Sud » que la majorité noire avec son vote un homme, une voix, a à offrir ?

Eric Hazan : Pour le boycott universitaire et culturel de l'État d'Israël

Publié le 9 novembre 2015

Le mouvement de boycott des produits israéliens, ou plus largement le mouvement BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) prend chaque jour plus d'ampleur dans le monde entier. Même en France, la propagande qui cherche à assimiler ce mouvement à de l'antisémitisme rencontre de moins en moins d'écho. Il est cependant un point sur lequel des personnes de bonne foi, des partisans sincères d'une paix juste en Palestine-Israël ont des réserves : c'est le boycott universitaire et culturel.

Vous risquez d'affaiblir, disent-ils, d'isoler le camp des partisans de la paix en Israël.

Cet argument repose sur l'idée qu'il existe un bon et un mauvais Israël. D'un côté les laïques, ashkénazes (ça ne se dit pas mais ça se pense très fort), de gauche, qui animent la vie intellectuelle et artistique de Tel Aviv. De l'autre, les hommes en noir, les colons, les extrémistes fascisants, malheureusement aux postes de commande sous le règne de Netanyahou.

C'est une distinction fallacieuse. C'est oublier que la «gauche» israélienne porte la responsabilité de la situation actuelle, que c'est Itzhak Rabin, sa figure emblématique, qui a décidé en 1991 le blocus des territoires palestiniens par des barbelés et a fait casser à coups de pierre les mains des jeunes manifestants. C'est oublier que jamais la « gauche », jamais le « camp de la paix » n'a élevé la voix quand l'armée et l'aviation israéliennes massacraient des civils à Jénine, à Naplouse et à Gaza. Le bon Israël et le mauvais, le camp de la paix et celui de la guerre sont aussi solidaires que les deux

faces de la même pièce de monnaie.

Oui, mais quand même, la littérature israélienne, le cinéma israélien dénoncent les excès de l'occupation, œuvrent pour l'entente et la réconciliation. Boycotter ces écrivains, ces artistes, c'est affaiblir ceux qui luttent pour la paix.

Ces livres, ces films sont des articles d'exportation. Pour faire face à la réprobation mondiale, il faut des arguments, il faut montrer qu'il existe en Israël des gens qui pensent autrement. Mais où, mais quand un écrivain israélien, un cinéaste israélien a-t-il pris clairement position contre l'occupation, contre les crimes de guerre ? Ni Amos Oz, ni David Grossmann, ni Amos Gitai, les plus célèbres, les plus talentueux, les plus aimés en France. Leur travail visant à montrer combien l'expression est libre en Israël vaut plus que cent escadrons de chars Merkava. Ce sont des collaborateurs de l'occupation.

Mais vous mélangez culture et politique. La culture est universelle et l'université israélienne est là pour la défendre.

L'université israélienne a avec l'armée des liens serrés, organiques, officiels. Le Technion, le grand institut scientifique de Haïfa, collabore avec la société privée d'armements Elbit, dont l'un des dirigeants siège au conseil d'administration de l'Université hébraïque. On y a mis au point les drones et les bulldozers télécommandés qui servent à détruire les maisons palestiniennes. Sur des campus comme ceux de l'Université hébraïque, de l'université de Haïfa ou du collège de Zfat, l'armée a implanté des bases militaires et les étudiants-soldats assistent aux cours en uniforme. Au collège de Zfat (Safed, en Galilée), on forme les futurs membres des services secrets, à l'université Ben Gourion, des pilotes militaires, à l'université de Haïfa, des officiers de la marine de guerre.

L'université israélienne est en outre un instrument d'apartheid, car pour les inscriptions et les diplômes, il est

généralement demandé que le candidat ait terminé son service militaire – que les Palestiniens citoyens israéliens ne font pas.

Vous allez empêcher des personnes qui militent en Israël pour les droits des Palestiniens, de venir s'exprimer en France ?

Non. Il n'est pas question de boycotter celles et ceux qui viennent parler ou montrer leur travail à titre individuel. En revanche, celui qui est mandaté par une institution israélienne, universitaire ou autre, doit être considéré comme l'agent d'une opération de communication insidieuse et boycotté comme tel. Les Semaines du film israélien, l'opération Tel Aviv sur Seine ne sont pas des opérations neutres mais des manœuvres politiques. Ne soyons pas naïfs, sachons déceler la propagande là où elle est.

Le boycott universitaire et culturel est plus important – et plus redouté par le pouvoir israélien – que celui des produits cultivés ou manufacturés. Il est l'équivalent de ce que fut le boycott sportif de l'Afrique du sud au temps de l'apartheid : en ruinant la façade, il prépare l'écroulement de l'édifice.

Source: Lundi matin:
<https://lundi.am/Eric-Hazan-boycott-universitaire-culturel-israel>

Utiliser les Palestiniens comme boucliers humains contre BDS

21 septembre | Rami Younis pour [+972](#) | [Traduction J.Ch. pour l'AURDIP](#) | [Tribunes en English](#)

En réponse à la décision du Conseil municipal de Reykjavik -

révisée depuis- de boycotter les produits d'Israël jusqu'à ce que celui-ci mette fin à l'occupation, le politicien israélien Yair Lapid a écrit une lettre ouverte au peuple islandais intitulée « L'Hypocrisie du Boycott ». Dans son exposé, Lapid a mis en avant qu'il ne fallait pas boycotter Israël parce que, en agissant ainsi, on ferait du tort à ses citoyens arabes. L'un de ces citoyens lui répond.

Cher Yair,

Que signifie Israélien pour toi ? [1] En réalité, pas la peine de répondre. Le temps est venu pour toi d'entendre ce que signifie Israélien pour moi. Alors, qu'est ce qui est Israélien pour moi ? Toi. Je fais allusion à l'hypocrisie et à la condescendance qui accompagne chacune de tes démarches. Quoi d'autre est Israélien pour moi ? Le troupeau de racistes qui te suit, incapables de voir que l'empereur est nu, sans idées de fond et sans rien du « discours neuf » que tu penses avoir introduit dans la politique d'Israël.

Tu commences [ton article](#) contre le boycott, publié en Islande après la décision du Conseil municipal de Reykjavik de boycotter les produits issus d'Israël, par une suite impressionnante de questions concernant les Palestiniens qui vivent en Israël. « Le boycott inclut-il les produits fabriqués par la minorité arabe d'Israël qui représente 20 pour cent de la population ? Le boycott inclut-il les 14 parlementaires arabes israéliens qui siègent à mes côtés au parlement israélien ? » Tu poses ces questions comme si tu étais le champion des protecteurs de nos droits. Je suis déconcerté quant à l'origine de ton insolence et de ton audace.

Tu n'as pas honte ? Tu te mets tout seul dans l'embarras en utilisant les citoyens palestiniens d'Israël comme boucliers humains contre le boycott.

Qu'as-tu jamais fait pour eux, ces citoyens palestiniens

d'Israël ? En tant que ministre des Finances, dans une démarche populaire, tu as essayé de diminuer le prix des logements en abaissant la TVA à zéro – mais seulement pour les anciens combattants. Et qu'en est-il de ceux qui n'ont pas servi dans l'armée – c'est-à-dire les Arabes ? Pour eux, tu as voulu que la loi ne s'applique que lorsqu'ils achètent un appartement à moins de 600.000 shekels (150.000 \$). Ce qui signifie que tu as voulu encourager les Arabes à continuer de vivre dans les quartiers frappés par la pauvreté. En ce qui te concerne, s'il n'y a pas de loyauté [2], il ne devrait pas y avoir de logements à un prix raisonnable pour les Arabes.

Quels projets, toi ou ton parti, avez-vous promus pour le bien-être de ces résidents [palestiniens] derrière lesquels tu essaies maintenant de te cacher ? Tu mentionnes dans ton article les produits fabriqués par les citoyens arabes, comme s'ils étaient un [élément constitutif de l'économie israélienne](#). Et pourtant, l'élite ashkenaze à laquelle tu appartiens fait tout ce qu'elle peut pour empêcher les communautés arabes de s'établir et de développer des zones industrielles, leur interdisant ainsi d'atteindre une autonomie économique et les maintenant dans la pauvreté et la dépendance à la complaisance de gens tels que toi.

Ne te défile pas, comme tu le dirais. J'ai d'autres questions.

Et comment oses-tu exploiter les membres palestiniens de la Knesset ? Tu choisis d'ignorer que les députés de la Liste Unie soutiennent vraiment un boycott d'Israël, comme le font beaucoup des 20 pour cent, dont moi-même, pour la sécurité économique et le bien-être desquels tu t'inquiètes tant. Juste pour mémoire, tu as déclaré très clairement qu'en aucun cas, tu ne siègerais dans une coalition gouvernementale avec les Arabes, les traitant ainsi tous, dans un élan raciste, comme un seul groupe uniforme. Comme s'ils mouraient d'envie de siéger à tes côtés dans un gouvernement sioniste oppressif. Je crois que le terme exact que tu as inventé pour eux est « Les Zoabis », non ?

Laisse moi te dire un petit secret. Quand j'étais enfant, je lisais avec grand plaisir ton article hebdomadaire dans Maariv. Mais cela n'a pas duré très longtemps parce que, très vite, j'ai perçu les artifices de ton écriture populiste. Le sommet, pour moi, c'est lorsque j'ai réalisé que tu utilisais le discours sur l'Holocauste pour rendre l'occupation kasher.

J'aimerais croire que, dans ton article à l'attention du peuple islandais, tu n'as pas mentionné l'Holocauste parce que tu es fatigué de ternir la mémoire de ses victimes. Mais nous savons tous les deux que la seule raison qui t'a conduit à ne pas l'utiliser, c'est que tu as trouvé à utiliser un autre bouclier humain, et qui convient beaucoup mieux dans ce cas.

Outre le fait de te cacher derrière notre dos comme un lâche, tu as aussi mis en avant les réalisations d'Israël qui, selon toi, ont un impact positif sur le monde entier. Mais disons quelques mots sur ce que tu n'as pas écrit, Yair.

Il est intéressant de constater que tu n'as pas mentionné l'industrie israélienne d'armement. N'es-tu pas fier de l'[implication](#) de cette industrie maison dans tous les [conflits qui ensanglantent](#) la planète, presque toujours en aidant les plus agressifs et les plus violents et en leur [vendant des armes](#) ? Est-ce que le fait qu'Israël soit impliqué dans la mort de femmes et d'enfants innocents dans n'importe quel conflit ne suffit pas pour le boycotter ? N'es-tu pas fier de la façon dont cette industrie se sert de nous Palestiniens, qui « ne nous intéressons pas à la paix » comme d'un [laboratoire pour tester ses dernières armes novatrices](#) ?

Tu as oublié aussi de parler au peuple islandais de la [démolition de maisons et de l'expropriation de terres](#) qui nous visent nous les Arabes, [des deux côtés de la Ligne Verte](#), afin que vous ayez des quartiers dans lesquels nous ne pourrions jamais résider et des usines dans lesquelles nous ne pourrions travailler que comme ouvriers, jamais comme directeurs. Et au lieu de noyer le pauvre peuple d'Islande sous des statistiques

et des chiffres, tu aurais pu simplement mentionner le fait qu'Israël [tue un mineur palestinien tous les trois jours](#). Tu as oublié de parler des checkpoints, des arrestations, des raids, et tu t'es également gardé de mentionner la [famille Dawabsha](#) de Duma, brûlée vive. Ici aussi, les éléments sont trop importants pour les lister.

Yair, je n'attends rien de toi – non pas à cause d'un désaccord politique, mais juste parce qu'il n'y a rien pour te racheter. Ce qui est triste dans toute cette histoire, c'est le nombre insupportable d'Israéliens qui achètent tes slogans, slogans que tu enrobes de kitsch et d'assertions sans fondement.

L'auteur est un militant et un écrivain palestinien. Lisez cet article [en Hébreu](#) sur Local Call dans lequel il est blogueur.

[Translated from Hebrew to English by Ofer Neiman]

[1]Â Cette question est souvent posée par Lapid aux gens qu'il interviewe en tant que journaliste.

[2]Â «Â Il n'y a pas de citoyenneté sans loyautéÂ » – [slogan populaire lancé par le chef d'Israël Notre Maison](#), Avigdor Liberman.

**Les exportations israéliennes
durement touchées par le
boycott palestinien, affirme**

La Banque mondiale

2 octobre 2015

La campagne palestinienne de boycott des produits israéliens a coûté très cher aux exportations israéliennes vers la Cisjordanie occupée et la bande de Gaza.

Il s'agit d'une victoire que reconnaît sans faire de vagues un rapport de la Banque mondiale (BM) publié cette semaine.

Les importations d'Israël en Palestine ont chuté de 24 pour 100 au cours du premier trimestre 2015, affirme le rapport.

La BM explique que cette baisse « est la conséquence d'une activité économique ralentie, mais également d'une tendance chez les consommateurs palestiniens à remplacer des produits importés d'Israël par des produits en provenance d'autres pays, ce qui s'est traduit par une augmentation de 22 pour 100 des importations non israéliennes ».

Le marché captif sous occupation

Israël contrôle le mouvement de la population et des marchandises vers et en provenance de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Ces territoires constituent un marché captif au profit des marchandises israéliennes et, en même temps, l'une des premières destinations des exportations israéliennes.

La valeur des marchandises israéliennes vendues à la Cisjordanie et à la bande de Gaza était de 3,4 milliards de dollars en 2013, s'il faut en croire les statistiques du gouvernement israélien. En 2014, elles étaient retombées à 2,9 milliards de dollars, soit une diminution de près d'un cinquième.

La poursuite de la baisse en 2015, mentionnée dans le rapport de la BM, suggère que le seul boycott par les Palestiniens pourrait coûter à Israël des centaines de millions de dollars par an.

En dépit de la baisse de cette année, les marchandises israéliennes représentent encore 58 pour 100 des importations totales en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

La BM ajoute que le déficit commercial palestinien a diminué de 6 pour 100 au cours du premier trimestre de cette année, par rapport à la même période en 2014.

Mais le déficit commercial représente 38 pour 100 du PIB, ce qui est « extraordinairement élevé ».

Le déficit commercial d'un pays exprime son excédent d'importations par rapport à ses exportations.

Pendant ce temps, les ventes de marchandises palestiniennes en provenance de la Cisjordanie et de la bande de Gaza vers le reste du monde « sont restées très bas, avoisinant une moyenne de 15 pour 100 [du PIB] ces dernières années, en raison de la faible capacité de production de l'agriculture et de l'industrie, qui sont freinées par les restrictions israéliennes », explique encore la BM.

Actuellement, les exportations de Gaza ne représentent que 6 pour 100 de ce qu'elles étaient avant l'imposition par Israël du blocus en 2007.

Stagnation à Gaza

La production à Gaza a été interrompue, après des années de blocus. Les bombardements israéliens de l'été dernier ont détruit complètement ou en partie quelque 247 usines et ateliers et 300 établissements commerciaux. Ceci vient s'ajouter à la destruction de centaines d'autres installations de production au cours des précédentes attaques israéliennes.

Les entreprises commerciales de Gaza disent qu'elles « hésitent à investir dans l'expansion de leur capacité en vue d'aller sur les marchés d'exportation en raison de la situation politique extrêmement incertaine et de la probabilité qui y est liée d'une autre guerre ou de nouvelles restrictions qu'on pourrait très bien nous imposer », rapporte encore la BM.

Pour le dire plus simplement, ils sont rares ceux qui, à Gaza, désirent dépenser de l'argent – une denrée rare – pour monter une affaire uniquement pour la voir détruite par Israël ou pour voir ses produits bloqués à la frontière.

Le marasme économique à Gaza s'est traduit par un taux de chômage étonnant de 42 pour 100 – l'un des plus élevés de la planète. Chez les jeunes, le taux de chômage grimpe même à 60 pour 100.

La BM dit qu'aussi bien en Cisjordanie qu'à Gaza, « les Palestiniens n'ont cessé en moyenne de s'appauvrir depuis trois années d'affilée ».

Dans l'intervalle, « la compétitivité de l'économie palestinienne s'est progressivement érodée depuis la signature des accord d'Oslo » par Israël et par l'Organisation de libération de la Palestine au milieu des années 1990.

Israël doit payer la facture

La BM lance une mise en garde en disant que « le statu quo ne pourra pas s'éterniser et les risques de nouveaux conflits et d'agitation sociale sont élevés ». L'institution internationale réclame une aide accrue à l'Autorité palestinienne afin que celle-ci puisse contrebalancer cette tendance.

Elle recommande aussi qu'Israël lève ses restrictions sur les déplacements des Palestiniens et de leurs marchandises. Mais elle s'abstient toutefois de réclamer des mesures en vue de mettre la pression sur Israël pour qu'il agisse en ce sens.

« Accorder aux Palestiniens l'accès aux capacités de production et aux marchés extérieurs et faciliter le déplacement sans encombre des marchandises, de la main-d'œuvre et du capital (...) améliorerait de façon considérable les perspectives de croissance de l'économie palestinienne », déclare la BM.

En d'autres termes, la fin de l'occupation militaire israélienne permettrait la prospérité palestinienne. Pourtant, la BM évite soigneusement le mot « occupation » dans son rapport, préférant faire allusion aux « mesures de sécurité » israéliennes.

Cela crée la fausse impression que l'impact pernicieux de telles mesures est dû au hasard et qu'il ne ressortit pas à

une intention du système israélien de contrôler les Palestiniens.

Il n'y a pas de raison qu'Israël modifie son comportement à moins que celui-ci ne lui vaille une sanction.

Et, comme la BM a dû le reconnaître, ce prix, le mouvement BDS est en train de lui imposer progressivement.

Source

:
<https://electronicintifada.net/blogs/maureen-clare-murphy/israeli-exports-hit-hard-palestinian-boycott-world-bank-says>

Contre BDS? Réponse cinglante d'un Palestinien!

Utiliser les Palestiniens comme boucliers humains contre BDS

Rami Younis, +972, le 19 septembre 2015

<http://www.aurdip.org/utiliser-les-palestiniens-comme.html>



En réponse à la décision du Conseil municipal de Reykjavik - révisée depuis- de boycotter les produits d'Israël jusqu'à ce que celui-ci mette fin à l'occupation, le politicien israélien Yair Lapid a écrit une lettre ouverte au peuple islandais intitulée « L'Hypocrisie du Boycott ». Dans son exposé, Lapid a mis en avant qu'il ne fallait pas boycotter Israël parce que, en agissant ainsi, on ferait du tort à ses citoyens arabes. L'un de ces citoyens lui répond.

Cher Yair,

Que signifie Israélien pour toi ? [1] En réalité, pas la peine de répondre. Le temps est venu pour toi d'entendre ce que signifie Israélien pour moi. Alors, qu'est ce qui est Israélien pour moi ? Toi. Je fais allusion à l'hypocrisie et à

la condescendance qui accompagne chacune de tes démarches. Quoi d'autre est Israélien pour moi ? Le troupeau de racistes qui te suit, incapables de voir que l'empereur est nu, sans idées de fond et sans rien du « discours neuf » que tu penses avoir introduit dans la politique d'Israël.

Tu commences ton article contre le boycott, publié en Islande après la décision du Conseil municipal de Reykjavik de boycotter les produits issus d'Israël, par une suite impressionnante de questions concernant les Palestiniens qui vivent en Israël. « Le boycott inclut-il les produits fabriqués par la minorité arabe d'Israël qui représente 20 pour cent de la population ? Le boycott inclut-il les 14 parlementaires arabes israéliens qui siègent à mes côtés au parlement israélien ? » Tu poses ces questions comme si tu étais le champion des protecteurs de nos droits. Je suis déconcerté quant à l'origine de ton insolence et de ton audace.

Tu n'as pas honte ? Tu te mets tout seul dans l'embarras en utilisant les citoyens palestiniens d'Israël comme boucliers humains contre le boycott.

Qu'as-tu jamais fait pour eux, ces citoyens palestiniens d'Israël ? En tant que ministre des Finances, dans une démarche populaire, tu as essayé de diminuer le prix des logements en abaissant la TVA à zéro – mais seulement pour les anciens combattants... Et qu'en est-il de ceux qui n'ont pas servi dans l'armée – c'est-à-dire les Arabes ? Pour eux, tu as voulu que la loi ne s'applique que lorsqu'ils achètent un appartement à moins de 600.000 shekels (150.000 \$). Ce qui signifie que tu as voulu encourager les Arabes à continuer de vivre dans les quartiers frappés par la pauvreté. En ce qui te concerne, s'il n'y a pas de loyauté [2], il ne devrait pas y avoir de logements à un prix raisonnable pour les Arabes.

Quels projets, toi ou ton parti, avez-vous promus pour le bien-être de ces résidents [palestiniens] derrière lesquels tu

essaies maintenant de te cacher ? Tu mentionnes dans ton article les produits fabriqués par les citoyens arabes, comme s'ils étaient un élément constitutif de l'économie israélienne. Et pourtant, l'élite ashkenaze à laquelle tu appartiens fait tout ce qu'elle peut pour empêcher les communautés arabes de s'établir et de développer des zones industrielles, leur interdisant ainsi d'atteindre une autonomie économique et les maintenant dans la pauvreté et la dépendance à la complaisance de gens tels que toi.

Ne te défile pas, comme tu le dirais. J'ai d'autres questions.

Et comment oses-tu exploiter les membres palestiniens de la Knesset ? Tu choisis d'ignorer que les députés de la Liste Unie soutiennent vraiment un boycott d'Israël, comme le font beaucoup des 20 pour cent, dont moi-même, pour la sécurité économique et le bien-être desquels tu t'inquiètes tant. Juste pour mémoire, tu as déclaré très clairement qu'en aucun cas, tu ne siègerais dans une coalition gouvernementale avec les Arabes, les traitant ainsi tous, dans un élan raciste, comme un seul groupe uniforme. Comme s'ils mouraient d'envie de siéger à tes côtés dans un gouvernement sioniste oppressif. Je crois que le terme exact que tu as inventé pour eux est « Les Zoabis », non ?

Laisse moi te dire un petit secret. Quand j'étais enfant, je lisais avec grand plaisir ton article hebdomadaire dans Maariv. Mais cela n'a pas duré très longtemps parce que, très vite, j'ai perçu les artifices de ton écriture populiste. Le sommet, pour moi, c'est lorsque j'ai réalisé que tu utilisais le discours sur l'Holocauste pour rendre l'occupation kasher.

J'aimerais croire que, dans ton article à l'attention du peuple islandais, tu n'as pas mentionné l'Holocauste parce que tu es fatigué de ternir la mémoire de ses victimes. Mais nous savons tous les deux que la seule raison qui t'a conduit à ne pas l'utiliser, c'est que tu as trouvé à utiliser un autre bouclier humain, et qui convient beaucoup mieux dans ce cas.

Outre le fait de te cacher derrière notre dos comme un lâche, tu as aussi mis en avant les réalisations d'Israël qui, selon toi, ont un impact positif sur le monde entier. Mais disons quelques mots sur ce que tu n'as pas écrit, Yair.

Il est intéressant de constater que tu n'as pas mentionné l'industrie israélienne d'armement. N'es-tu pas fier de l'implication de cette industrie maison dans tous les conflits qui ensanglantent la planète, presque toujours en aidant les plus agressifs et les plus violents et en leur vendant des armes ? Est-ce que le fait qu'Israël soit impliqué dans la mort de femmes et d'enfants innocents dans n'importe quel conflit ne suffit pas pour le boycotter ? N'es-tu pas fier de la façon dont cette industrie se sert de nous Palestiniens, qui « ne nous intéressons pas à la paix » comme d'un laboratoire pour tester ses dernières armes novatrices ?

Tu as oublié aussi de parler au peuple islandais de la démolition de maisons et de l'expropriation de terres qui nous visent nous les Arabes, des deux côtés de la Ligne Verte, afin que vous ayez des quartiers dans lesquels nous ne pourrions jamais résider et des usines dans lesquelles nous ne pourrions travailler que comme ouvriers, jamais comme directeurs. Et au lieu de noyer le pauvre peuple d'Islande sous des statistiques et des chiffres, tu aurais pu simplement mentionner le fait qu'Israël tue un mineur palestinien tous les trois jours. Tu as oublié de parler des checkpoints, des arrestations, des raids, et tu t'es également gardé de mentionner la famille Dawabsha de Duma, brûlée vive. Ici aussi, les éléments sont trop importants pour les lister.

Yair, je n'attends rien de toi – non pas à cause d'un désaccord politique, mais juste parce qu'il n'y a rien pour te racheter. Ce qui est triste dans toute cette histoire, c'est le nombre insupportable d'Israéliens qui achètent tes slogans, slogans que tu enrobes de kitsch et d'assertions sans fondement.

[1] Cette question est souvent posée par Lapid aux gens qu'il interviewe en tant que journaliste.

[2] « Il n'y a pas de citoyenneté sans loyauté » – slogan populaire lancé par le chef d'Israël Notre Maison, Avigdor Liberman.

Communiqué du BNC sur « l'étiquetage » des produits israéliens

Le point de presse par le chef de la politique étrangère de l'UE Federica Mogherini a suivi la réunion à Luxembourg des ministres des affaires étrangères des 28 Etats membres de l'UE. Le consensus croissant à propos de l'étiquetage des produits des colonies israéliennes a reflété la pression publique grandissante en Europe sur les décideurs politiques pour mettre fin à la profonde complicité européenne dans les violations par Israël de la législation internationale et des droits fondamentaux des Palestiniens.

Le Dr. Rafeef Ziadah, membre du Secrétariat du BNC, a expliqué : « Si l'UE est sérieuse en appliquant sa propre politique de non-reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur les territoires arabes occupés en 1967, pourquoi n'applique-t-elle pas un interdit sur l'importation des produits des sociétés israéliennes qui travaillent illégalement dans les territoires occupés ? Simplement étiqueter, plutôt qu'interdire, les produits des colonies illégales témoigne d'hypocrisie politique par excellence. »

Ziaddah a ajouté : « La pression du mouvement BDS doit se poursuivre auprès de la population européenne pour obliger les

décideurs à satisfaire amplement les obligations des Etats européens envers la législation internationale. »

« Ils doivent au minimum imposer un embargo à double sens à Israël, comme cela avait été fait contre l'apartheid sud-africain, et rendre effective la recommandation du Conseil Européen des Relations Etrangères d'arrêter toutes les transactions financières avec les banques israéliennes qui financent l'occupation israélienne, dont le mur et les colonies. »

Mahmoud Nawajaa, Coordinateur Général du BNC, a expliqué : « Un an après le massacre de Gaza en 2014 par Israël, le moins que l'UE devrait faire, c'est de ne pas récompenser et maintenir les relations avec des entités qui profitent des graves violations des lois internationales par Israël. Faillir à ce devoir consisterait à tourner en dérision l'engagement déclaré de l'UE envers les droits de l'Homme. Cela renforcerait aussi l'impunité d'Israël, l'encourageant en réalité à commettre de nouveaux massacres contre le peuple palestinien. »

Riya Hassan, Responsable des Campagnes Européennes du BNC, a conclu : « L'UE est juridiquement obligée, en accord avec sa charte et ses principes, de cesser sa collusion avec les graves violations de la législation internationale par Israël. En plus d'interdire les marchandises produites par les sociétés israéliennes qui travaillent dans les territoires occupés, elle doit suspendre l'Accord d'Association UE-Israël, en se fondant sur les manquements persistants d'Israël à la deuxième clause de l'accord qui concerne le respect des droits de l'Homme. »

Plus de 300 syndicats, ONGs et autres organisations de la société civile de toute l'Europe ont demandé à l'UE de mettre fin à son soutien aux crimes d'Israël, y compris en suspendant l'Accord d'Association UE-Israël. Cet appel a été soutenu par plus de 60 députés européens.

A la suite de la pression publique et du lobbying d'organisations palestiniennes et européennes, l'UE a introduit une ligne de conduite déclarant qu'elle ne doit pas fournir de financements ou permettre la participation d'Israël dans des projets européens si cette participation équivaut à la reconnaissance de la souveraineté israélienne sur les territoires occupés palestiniens et syriens.

Cependant, l'UE continue à financer des sociétés militaires israéliennes telles que Elbit Systems et les Industries Aérospatiales Israéliennes, et aussi l'Université Hébraïque qui est partiellement installée à Jérusalem Est occupée.

Le mouvement BDS mondial, qui a vu apparaître récemment une pression sans précédent, cherche à isoler le régime israélien d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid culturellement, économiquement et dans les domaines universitaires et militaires jusqu'à ce que le peuple palestinien puisse exercer son droit inaliénable à l'auto-détermination. Cela veut dire au minimum la fin de l'occupation de 1967 et du système israélien d'apartheid, et le retour des réfugiés palestiniens dans leurs maisons et sur leurs terres d'où ils ont été chassés pendant la Nakba de 1948 et depuis.

BNC

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source : BDS Movement : <http://www.bdsmovement.net/2015/eu-labelling-of-israeli-colonies-products-is-hardly-enough-to-bring-about-european-compliance-with-international-law-13277>

« Pourquoi je soutiens le mouvement BDS contre Israël », par Chris Hedges



Juillet 27, 2015 « [Information Clearing House](#) » – « [Truthdig](#) »

Les Palestiniens sont pauvres. Ils sont sans pouvoir. Ils n'ont pas de voix ou d'influence dans les allées du pouvoir. Ils sont diabolisés. Ils n'ont pas des lobbyistes bien en place distribuant des contributions à des campagnes et faisant passer une législation pro-palestinienne. Aucun candidat présidentiel ne fait appel à des donateurs – comme l'a fait Hillary Clinton quand elle a envoyé une lettre au magnat des médias, Haim Saban en dénonçant les critiques contre Israël – en promettant d'avancer les intérêts du peuple palestinien. **Les Palestiniens, comme les gens de couleur pauvres aux Etats-Unis sont superflus.**

La justice pour la Palestine ne viendra jamais des institutions gouvernementales traditionnelles ou de partis politiques qui administrent le pouvoir. Ces institutions ont capitulé devant les intérêts des nantis. La justice ne viendra que de nous. Et le seul mécanisme restant pour assurer la justice pour la Palestine est le [boycott, divestment and](#)

[sanctions \(BDS\) movement](#) contre Israël. Des sanctions ont abattu le régime d'apartheid d'Afrique du Sud. Et c'est ce qui va abattre le régime d'apartheid d'Israël. **Le BDS est non violent. Il appelle à la conscience, et cela marche.**

On doit boycotter tous les produits israéliens y compris les agrumes de Jaffa, les cosmétiques Ahava, les machines à boire SodaStream, l'eau en bouteille Eden Springs et le vin israélien. On doit refuser de faire des affaires avec des compagnies de service israéliennes. Et on doit boycotter les entreprises qui font des affaires avec Israël, y compris Caterpillar, HP et Hyundai. On doit mettre la pression sur les institutions, depuis les églises aux universités, pour désinvestir de compagnies et d'entreprises israéliennes qui ont des contrats avec Israël. La lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud a été longue et dure. Cette lutte-ci le sera aussi.

Gaza, un an après qu'Israël ait exécuté sa campagne de bombardements dévastateurs qui a duré près de deux mois, est en ruine. Presque toute l'eau est insalubre à boire. Il ya des coupures d'énergie jusqu'à 12 heures par jour. 40% des 1,8 millions d'habitants sont au chômage, y compris 67% des jeunes – le chômage des jeunes, le plus élevé au monde. Des 17.000 logements détruits par Israël dans le siège, pas un n'a été reconstruit. 60.000 des gens restent sans-abris. Seulement un quart des 3,5 milliards promis comme aide de donateurs internationaux a été remis – dont beaucoup transféré à l'Autorité palestinienne, le régime fantoche israélien qui gouverne la Cisjordanie. **Et personne à Washington – Républicain ou Démocrate – ne s'opposera au lobby d'Israël. Personne n'appellera à la justice ni n'enrayera la machine à tuer israélienne.** Les sénateurs US, y compris Bernie Sanders, au point culminant des bombardements israéliens, l'été dernier, ont voté à l'unanimité pour défendre le massacre israélien de gens sans armée, sans marine, sans force aérienne, sans unités mécanisées, sans artillerie ou de

commandement et de contrôle. C'était un vote digne de l'ancienne Union soviétique. **Chaque sénateurs a levé son verre au lobby d'Israël et a choisi le pur intérêt personnel plutôt que la justice.**

Israël, comme les Etats-Unis, est empoisonné par la psychose de la guerre permanente. Il est aussi gouverné par une élite oligarchique corrompue pour qui la guerre est devenue une affaire lucrative. Il s'est aussi dupé lui-même en commettant des crimes de guerre et en jouant ensuite le rôle de la victime. **Les systèmes d'éducation israéliens et sa presse – de nouveau imité aux Etats-Unis – ont endoctriné les Israéliens à croire qu'ils ont le droit de tuer quiconque que l'état condamne comme un terroriste.** Et les militants les plus courageux des droits humains, des intellectuels et des journalistes sont diffamés et censurés dans leur propre pays, tout comme le sont des critiques américains comme [Norman Finkelstein](#), [Max Blumenthal](#) et [Noam Chomsky](#) aux Etats-Unis.

Ceux qui sont devenus intoxiqué par le brandissement d'instruments de guerre, aveuglés par un orgueil démesuré et le goût du pouvoir deviennent finalement des victimes de guerre. **C'est aussi vrai pour Israël que pour les Etats-Unis.**

Le but d'Israël est de faire de la vie de tous les Palestiniens un enfer, avec une épuration ethnique aussi poussée que possible et soumettre ceux qui restent. Le processus de paix est un faux-semblant. Il a permis à Israël la saisie de plus de la moitié des terres en Cisjordanie, y compris les aquifères, et l'attroupement de Palestiniens dans des ghettos sordides et fermés (ringed) ou [Bantustans](#) tout en attribuant des terres et des maisons de Palestiniens à des colons juifs. Israël augmente ses colonies, spécialement à Jérusalem-Est. Des lois raciales, autrefois défendues par le démagogue de droite [Meir Kahane](#), discriminent ouvertement les Arabes et les Palestiniens israéliens. [Ilan Pappé](#) appelle l'attaque depuis des décennies du peuple palestinien « un génocide régulier ».

A Gaza, Israël pratique même une forme plus extrême de cruauté. Il emploie une formule mathématique pour limiter les délivrances extérieures de nourriture à Gaza pour maintenir le niveau calorique des 1,8 millions de Palestiniens juste au-dessus de la famine. Cela a laissé 80% des Palestiniens à Gaza dépendants d'œuvres de bienfaisance islamiques et de l'aide extérieur pour survivre. Et les attaques militaires périodiques contre Gaza, appelées par euphémisme « tondre le gazon » sont exécutées l'une ou l'autre année pour s'assurer que les Palestiniens restent brisés, terrifiés et dans la misère. Il y a eu trois attaques israélienne contre Gaza depuis 2008. Chacune est plus violente et indiscriminée que la dernière. Le Ministre des Affaires étrangères israélien, Avigdor Lieberman a dit qu'une quatrième attaque contre Gaza était « inévitable ».

Pendant ses 51 jours de siège de Gaza, l'été dernier, Israël a déversé par ordonnance pour \$370 millions sur des taudis en béton et des camps de réfugiés qui détiennent le taux de densité de population le plus élevé de la planète. 2604 Palestiniens ont été tués, 66% – 1462 – étaient des civils, 495, des enfants. 10.000 ont été blessés. (Pendant l'attaque, 6 civils israéliens et 66 soldats ont été tués.) 400 business palestiniens ont été éliminés. 70 mosquées ont été détruites et 130, endommagées. 24 installations médicales ont été bombardées, et 16 ambulances ont été atteintes, comme si Gaza n'était qu'une usine d'énergie électrique. Israël l'a compté : 390.000 bombes de tanks, 34.000 bombes d'artillerie, 4,8 millions de balles. La plupart des civils qui sont morts ont été tués dans leur maison, beaucoup de victimes déchirées en lambeaux par des fléchettes envoyées par les tanks. Des enfants ont été brûlés avec du phosphore blanc ou enterrés avec leur famille sous les décombres causés par 2.000 livres de bombes en fer à fragmentation. D'autres sont morts par un explosif métallique dense, inerte ou bombes DIME ([dense inert metal explosive, or DIME, bombs](#)), des armes expérimentales qui envoient d'extrêmement petites particules carcinogènes qui

traversent à la fois les tissus tendres et les os. **Les Forces de défense israéliennes, comme l'a rapporté Amira Hass, considèrent chaque Palestiniens de plus de 12 ans comme une cible militaire légitime.** Le nouveau livre de Max Blumenthal, « La guerre de 51 jours » est une chronique qui donne des frissons, d'atrocités sauvages perpétrés par Israël à Gaza l'été dernier. Aussi horrible qu'ait pu être l'état d'apartheid d'Afrique du Sud, cette nation n'a jamais utilisé sa force aérienne et une artillerie pour bombarder ou tirer sur des townships noirs.

Un rapport de Action sur la violence des armes (AOAV) constate qu'Israël a tué et blessé plus de civils avec des armes explosives en 2014 que tout autre pays au monde. Les tirs indiscriminés du Hamas de missiles fortement inexacts – Finkelstein les appelle à bon escient « des feux d'artifices rehaussés » – en Israël étaient, comme un rapport de l'ONU les a récemment accusés, un crime de guerre, bien que le rapport ait oublié de noter que d'après le droit international, Hamas avait le droit d'user de la force pour se défendre lui-même d'attaques.

La disparité de la puissance de feu dans le conflit de 2014 était énorme : Israël a versé 20.000 tonnes d'explosifs sur Gaza, alors que le Hamas a utilisé 20 à 40 tonnes d'explosifs pour riposter. Le massacre en masse de civils par Israël est sur une échelle uniquement égalée par l'Etat islamique et [Boko Haram](#). **Pourtant Israël, dans notre monde de double standards, est exempté de condamnation à Washington et approvisionné en armes et de milliards en aide étrangère US pour perpétuer la tuerie. Ce n'est pas une surprise. Les Etats-Unis utilisent une force mortelle indiscriminé en Irak, en Syrie, en Afghanistan, au Pakistan, au Yémen et en Somalie, qui surpasse même Israël, laissant derrière eux des victimes civiles, des réfugiés et des villes et des détruits en grand nombre.**

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui pendant sa dernière campagne électorale a reçu 90% de son argent

d'oligarques US comme [Sheldon Adelson](#), a monté à l'intérieur une campagne de répression d'état contre des défenseurs des droits humains, des journalistes et des dissidents. Il a alimenté un racisme ouvert envers des Palestiniens et des Arabes et des travailleurs africains migrants qui vivent dans les bas quartiers de Tel Aviv. « Mort aux Arabes » est un slogan populaire dans les matches de football israéliens. Des voyous de groupes de droite comme Im Tirtzu rossent routinièrement des dissidents, des Palestiniens, des Arabes israéliens et des immigrants africains dans les rues de Tel Aviv. C'est une forme de fascisme juif.

Israël n'est pas une anomalie, c'est une fenêtre sur un monde dystopique, militarisé qui est en préparation pour nous tous, un monde avec des vastes disparités de revenus et des systèmes draconiens de sécurité intérieure. Il n'y aura pas de liberté pour les Palestiniens, ou pour ceux enfermés dans nos propres colonies intérieures et terrorisés par une violence policière indiscriminée, jusqu'à ce que nous détruisions le capitalisme entrepreneurial et l'idéologie néolibérale qui le soutient. Il n'y aura pas de justice pour [Michael Brown](#) jusqu'à ce qu'il y ait justice pour [Mohammed Abu Khdeir](#). La lutte des Palestiniens est notre lutte. Si les Palestiniens ne sont pas libérés, aucun d'entre nous ne sera libéré. On ne peut pas prendre au hasard et choisir lesquels des opprimés conviennent ou ne conviennent pas à défendre. Nous serons aux côtés des tous les opprimés ou d'aucun. Et quand nous nous tenons aux côtés des opprimés, nous serons traités comme les opprimés.

Chris Hedges (...) a travaillé pour The Christian Science Monitor, National Public Radio, The Dallas Morning News et The New York Times, dont il a été correspondant à l'étranger pendant 15 ans.

© 2015 Truthdig, LLC. All rights reserved.

Interview : Omar Barghouti, l'homme à la base du mouvement BDS

A mesure que le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) prend de l'ampleur, son cofondateur, Omar Barghouti, est devenu une cible de diabolisation, pour Israël. Rami Younis, de +972, s'est assis un moment avec Barghouti pour une discussion des plus intéressantes sur les objectifs des BDS, sur leurs récents succès et sur les accusations de plus en plus fréquentes prétendant que le mouvement de boycott est une manifestation d'antisémitisme.



Graffiti sur le mur de séparation à Bethléem, par Ryan Rodrick Beiler/Activestills.org

Omar Barghouti est l'un des noms les plus honnis actuellement dans les cercles pro-israéliens et les cercles gouvernementaux israéliens. Des responsables politiques ont qualifié ce militant palestinien des droits de l'homme et dirigeant du mouvement BDS – qu'il a cofondé voici dix ans et qu'il dirige actuellement – de « menace existentielle » pour l'État d'Israël. Une menace dans quelle mesure ?

Eh bien, la semaine dernière, précisément, le quotidien le plus vendu d'**Israël**, **Yedioth Ahronot**, a publié tout un article à la *une* sur cet homme, le surnommant même « *Omar l'explosif* ». Et, si lui et son mouvement de boycott suscitent de tels accès de panique chez les responsables sionistes et dans leurs médias, on ne peut que présumer qu'il agit à très bon escient.

« *Est-ce l'époque de la Renaissance, pour les **BDS** ?* », lui demandé-je lors d'un appel téléphonique. Il rit et me dit que bien des choses doivent encore venir.

Pourtant, **Barghouti**, 51 ans, refuse de répondre à ses accusateurs – il poursuit le boycott des médias israéliens. Il a accepté de participer à cette interview particulière en raison de mon identité palestinienne et à condition qu'elle serait d'abord publiée en arabe sur le site palestinien « *Bokra* » – bien qu'elle soit également publiée en anglais sur *+972 Magazine*, et en hébreu, sur *Local Call*, dont je suis un des blogueurs. Un antisionisme trilingue uni dans sa plus belle expression, dois-je ajouter.

Barghouti explique son choix de ne pas adresser la parole aux médias israéliens, ainsi que la logique qui sous-tend l'appel plus général aux boycott, désinvestissement et sanctions contre **Israël** dans l'ensemble : « *Dans toute autre situation d'oppression prolongée, les groupements des droits de l'homme réclament des mesures punitives contre l'État et ses institutions, et pas simplement contre une étroite composante de l'État directement impliqué dans l'injustice en cours. Personne n'a appelé au boycott des produits des sociétés soudanaises produisant au **Darfour**, suite aux crimes de guerre commis là-bas par le régime soudanais. C'est le **Soudan** dans sa totalité qui a été visé.* »

« *Comme l'a dit un jour l'archevêque **Desmond Tutu**, Israël a été mis sur un piédestal, en **Occident**, et il a été traité comme s'il était au-dessus des lois internationales. Les **BDS** cherchent à mettre un terme à cet exceptionnalisme israélien*

et à cette impunité dans le crime. **Israël** doit être traité comme tout autre pays qui commet des crimes du même acabit. »



Le cofondateur du mouvement BDS Omar Barghouti rencontre l'archevêque Desmond Tutu au Cap, en Afrique du Sud, en 2013.
(Photo : Yazeed Kamaldien)

Si t'achètes pas mes patates, c'est que t'es rien qu'un sale nazi !

Cela devait fatalement arriver, sans doute doit-on s'étonner qu'il ne l'ait pas fait plus tôt : **Benjamin Netanyahu** a comparé la campagne **BDS** aux nazis. C'était ce lundi 15 juin 2015, au cours d'une rencontre avec le premier ministre polonais **Grzegorz Schetyna**.

«Les attaques contre les Juifs ont toujours été précédées par

Le mouvement **BDS** a été lancé le 9 juillet 2005, lorsqu'une large alliance de plus de 170 partis politiques, syndicats, réseaux de réfugiés, ONG et associations citoyennes de **Palestine** ont publié un appel ouvert au boycott, adressé aux organisations internationales de la société civile et aux gens dotés d'une conscience. Il appelait à « *imposer d'importants boycotts et appliquer des initiatives de désinvestissement contre Israël, similairement aux*

des calomnies contre les Juifs. mesures appliquées à l'Afrique
Ce qui a été fait pour le Sud à l'époque de
peuple juif à cette époque [du l'apartheid », explique
régime nazi], est fait pour **Barghouti**. « Aujourd'hui, le
l'Etat juif aujourd'hui », a-t-il déclaré. **mouvement BDS international**
il déclaré. est dirigé par la plus

« A l'époque, nous ne pouvions
rien faire. Aujourd'hui, nous
pouvons nous exprimer et
défendre notre territoire. Nous
allons faire les deux », a-t-il
ajouté. importante coalition de la
société palestinienne, le
Comité national BDS (BNC). »

La semaine précédente, l'ancien
ministre des Finances
israélien, le « centriste »
Yaïr Lapid a quant à lui
expliqué avec un sérieux
imperturbable, au cours d'une
conférence à New-York que la
campagne **BDS** n'est qu'une
marionnette du **Hamas**, que ses
dirigeants sont « des
antisémites fanatiques » et
qu'ils sont « liés au **Grand**
Mufti Palestinien qui a
collaboré avec les nazis ».

Dans un discours prononcé à la
synagogue de Park Avenue, **Lapid**
a exhorté son auditoire à
« rappeler au monde que derrière
ces mouvements se cachent ceux
qui sont responsables des
attentats du 11 septembre, des
attentats de Madrid et de
Londres et de la mort des
« Ces trois droits
fondamentaux correspondent aux
trois principales composantes
du peuple palestinien : ceux
de la bande de Gaza et de
Cisjordanie, y compris
Jérusalem-Est ; ceux du
territoire de 1948 qui vivent
sous l'apartheid israélien, et
ceux qui sont en exil »,
déclare **Barghouti**. Il insiste
sur le fait que, quelle que

250.000 personnes qui ont déjà soit la dimension que prendra été tuées en Syrie». la solution au conflit, elle

Distrait, il a oublié devra s'appuyer sur ces principes.

d'attribuer les épidémies du virus Ebola et le récent L'instrument que les 170 tremblement de terre au Népal à organisations de la société civile palestinienne ont BDS...

L.D. choisi dans leur lutte pour revendiquer ces droits et pour combattre l'occupation israélienne s'appuie entièrement sur un discours des droits de l'homme et sur l'action non violente – par opposition à la violence de l'occupation même. Pour cette raison au moins, il importe d'entendre et de comprendre ce que Barghouti a à nous dire.

Q. Vous avez connu bien des succès dans votre campagne, dernièrement. Deux exemples : Lauryn Hill annulant son spectacle en Israël et Orange menaçant de retirer sa marque du pays. De quels autres succès pouvez-vous parler et qui n'ont pas bénéficié d'autant d'attention des médias ?

*« L'énorme fonds de pension hollandais, **PGGM**, dont les investissements internationaux avoisinent les 200 milliards de USD, a décidé l'an dernier de désinvestir des cinq principales banques israéliennes en raison de leur implication dans le financement de l'occupation.*

*« Cela a été suivi par la décision de l'**Église presbytérienne américaine** de désinvestir de **Caterpillar**, **HP** et **Motorola Solutions** à cause de leur complicité dans l'occupation, et du désinvestissement de **Bill Gates** de **G4S**, la plus importante société de sécurité dans le monde et qui est impliquée dans*

les crimes israéliens contre le peuple palestinien. Les BDS parviennent à révéler la toxicité de la 'marque' Israël. »

Q. Certains activistes BDS choisissent de boycotter complètement Israël et pas uniquement les sociétés ou les institutions qui tirent directement profit de l'occupation. Pourquoi ?

« La distinction artificielle et indéfendable entre Israël et 'l'occupation' est politique et idéologique ; elle ne s'appuie pas sur des considérations pratiques, juridiques ou morales. C'est Israël que le droit international considère comme la puissance occupante et, par conséquent, il est la partie responsable de la construction et de la maintenance non seulement des implantations coloniales, mais aussi de tout le régime d'occupation.

« Israël est également responsable de ce que même le ministère américain des Affaires étrangères a critiqué en tant que discrimination institutionnelle, juridique et sociétale à l'égard des citoyens palestiniens d'Israël, et un tel système correspond à la définition de l'apartheid telle que l'entend l'ONU. »

«Mais l'injustice la plus profonde de la part d'Israël, affirme Barghouti, réside dans le refus du droit au retour des réfugiés palestiniens. Ces réfugiés, déracinés et dépossédés en 1948, constituent 68 % du peuple palestinien. Eux aussi méritent l'égalité des droits de l'homme», insiste-t-il.



Omar Barghouti, cofondateur du Mouvement BDS à Bruxelles, le 30 avril 2015. (Photo : intal.be / CC 2.0)

Q. Une accusation habituelle contre la campagne internationale de BDS est qu'elle se nourrit de l'antisémitisme. Que répondez-vous à cela ?

*« **BDS** est un mouvement non violent des droits de l'homme et qui recherche la liberté, la justice et l'égalité pour le peuple palestinien. Il s'appuie sur le droit international et sur les principes universels des droits de l'homme. En tant que tel, BDS a toujours rejeté catégoriquement toutes les formes de discrimination et de racisme, y compris l'antisémitisme, ainsi que les innombrables lois racistes en Israël.*

*« Notre combat non violent n'a jamais été contre les **Juifs** ou les **Israéliens** en tant que **Juifs**, mais contre un régime injuste qui asservit notre peuple par le biais de l'occupation, de l'apartheid et de la négation des droits des réfugiés tels que définis par l'**ONU**. Nous sommes fiers du nombre disproportionnellement élevé d'activistes juifs au sein du mouvement **BDS**, particulièrement aux **États-Unis**.*

« Faire l'amalgame entre les boycotts honorés par le temps et

*s'appuyant sur les droits de l'homme, contre les violations par Israël du droit international, et le racisme anti-juif est non seulement incorrect, mais c'est également une tentative raciste de mettre tous les **Juifs** dans le même sac et de les impliquer dans les crimes d'Israël contre les **Palestiniens**.*

*« L'accusation de racisme lancée par Israël contre le mouvement **BDS**, c'est comme si le **Ku Klux Klan** avait accusé **Martin Luther King Jr.** et **Rosa Parks** de racisme ! C'est vraiment de la propagande flagrante ! »*

Q. Comment identifiez-vous un individu, une organisation ou une quelconque identité à cibler ? Et, une fois que vous les avez identifiés, comment procédez-vous, dès cet instant ?

*« Les trois critères généraux recommandés par le **BNC palestinien** dans le choix des cibles stratégiques sont : primo, le degré de complicité – concentrer son attention sur les sociétés et produits qui sont le plus clairement et directement impliqués dans les violations des droits de l'homme par Israël et les plus aisés à expliquer à un large public.*

*« Secundo, la possibilité d'alliances entre mouvements : donner la priorité aux sociétés ou produits qui rendent possible la création de larges alliances de luttes conjointes. Par exemple, la campagne visant à faire cesser les contacts avec la société israélienne de l'eau, **Mekorot**, engage un large éventail de campagnes pour l'environnement et contre la privatisation.*

*« Et, tertio, le potentiel de succès : une campagne **BDS** devrait avoir une chance réaliste de succès, en sus d'accroître simplement la conscientisation, en étant par exemple à même de persuader une société ou institution internationale de cesser de soutenir une société israélienne. »*



Des membres de la Coalition de Chicago pour le boycott de SodaStream participent à la Marche de la Journée de la Terre à Chicago, Illinois, le mardi 22 avril 2014. Le rassemblement faisait partie de la Journée internationale de la Terre organisée à l'échelle mondiale en guise de soutien à la protection de l'environnement. (Tess Scheflan/Activestills.org)

Il y a quelques mois, j'ai assisté à une discussion publique de **Barghouti** face à 400 citoyens palestiniens d'**Israël**, dans la ville d'**Ara'ra**. Avant de commencer, j'ai demandé aux membres de l'audience de lever la main s'ils avaient déjà entendu parler du mouvement **BDS**. Vingt personnes seulement l'ont fait. J'ai regardé **Barghouti** : il souriait. Il savait ce que j'allais demander. Ici, je me souviens bien de lui à ce moment-là.

(Note préalable : les termes « *région de 1948* » et « *Palestiniens de 1948* » font référence à la zone située à l'intérieur des frontières d'**Israël** d'avant 1967 et aux citoyens palestiniens d'**Israël**.)

« *Les accords d'Oslo ont privé les **Palestiniens** de la région de 1948 de leurs droits de représentation, ce qui a provoqué une sérieuse rupture* », explique-t-il. « *Au contraire, le mouvement **BDS** insiste sur le droit de tous les **Palestiniens***

*d'exercer l'autodétermination en tant que peuple unifié et, en tant que tel, insiste sur les droits de tous les Palestiniens, y compris les **Palestiniens** de 1948. D'importants groupes au sein de 1948 ont participé au lancement des **BDS** en 2005, mais le mouvement n'en a pas fait assez pour accroître la conscience là-bas.*

*« De même, la lutte pour décoloniser nos esprits est une lutte qui monte dans la région de 1948, du fait que le processus d'«
israélisation », ou colonisation de nos esprits, s'est fortement implanté au cours des sept dernières décennies. Une partie essentielle de ce que fait le mouvement **BDS**, c'est d'écarter le désespoir et d'alimenter l'espoir et la conviction que nous, les opprimés, sommes capables de mettre un terme à l'oppression. »*

Q. De plus en plus de sociétés sont susceptibles de quitter Israël au cours des prochaines années suite aux efforts des BDS et ce serait un succès pour le mouvement. Cependant, que dites-vous aux citoyens palestiniens en Israël qui pourraient être confrontés à des licenciements ou à d'autres conséquences économiques suite au fait que des sociétés multinationales quitteraient le marché israélien ?

« C'est le régime israélien d'oppression, et non la résistance à l'occupation et à l'apartheid, qui est responsable de ceci et de toute autre conséquence de cette résistance à l'oppression.

*« Ceux qui prétendent que les **BDS** font du tort aux **Palestiniens** n'expriment pas seulement des idées non fondées et sans éthique, incapables de comprendre comment la résistance coûte toujours cher au début, mais ils se montrent également condescendants en disant aux **Palestiniens** qu'ils comprennent mieux nos intérêts que nous ne les comprenons nous-mêmes. Nous rejetons complètement cette attitude colonialiste. Rien ne blesse autant le peuple palestinien, que ce soit en 1948, en 1967 ou en exil, que ne l'a fait*

l'oppression raciste et coloniale de la part d'Israël. »

Q. En tant que citoyen palestinien d'Israël qui ne peut soutenir publiquement les BDS en raison de lois restrictives, je pense que je ne puis rallier réellement votre mouvement populaire non violent. Comment les activistes locaux peuvent-ils toujours vous soutenir ?

« C'est un malentendu à propos de la loi israélienne anti-BDS, une loi draconienne et antidémocratique. Aussi mauvaise soit-elle, cette loi n'empêche pas en fait le soutien aux BDS. Elle rend uniquement illégal le fait de soutenir publiquement le boycott contre Israël ou l'une ou l'autre des institutions du pays. Tout citoyen juif ou palestinien d'Israël qui souhaite soutenir le mouvement BDS peut déclarer publiquement son soutien sans violer la loi – pour autant qu'il ou elle ne lance pas directement un appel au boycott.

(Note du rédacteur en chef : La loi israélienne contre le boycott ne criminalise pas l'appel au boycott d'Israël et de ses institutions, mais elle permet aux citoyens individuels de poursuivre pour dommages financiers toute personne qui lance un tel appel public.)

« Il existe diverses façons de contourner cette loi répressive. Par exemple, je puis expliquer pourquoi la Société X est complice de violations du droit international et dire ensuite : 'Moi-même, je boycotte les produits de cette société mais, en raison de la loi répressive contre le boycott, je n'ai pas le droit de vous inviter à la boycotter aussi.' De cette façon, je lance un appel indirect au boycott sans enfreindre la loi.

« Mais, en fin de compte, nous avons besoin d'une désobéissance civile largement répandue contre cette loi et toutes les autres lois draconiennes d'Israël, comme cela a été le cas au sein du mouvement américain pour les droits civiques et du mouvement anti-apartheid sud-africain. On ne devrait

jamais obéir à des lois contraires à l'éthique et injustes. Les gens dotés d'une conscience devraient désobéir collectivement et activement à ces lois et, finalement, les rejeter. »



Un militant palestinien du boycott au marché public de Ramallah, expliquant aux marchands palestiniens le boycott des marchandises israéliennes. 17 mars 2015.

(Activestills.org)

Q. Un autre succès récent de la campagne BDS qui a fait les gros titres en Israël et dans le monde entier n'a pas été organisé – et c'est surprenant – par Barghouti et le BNC, mais par l'Autorité palestinienne. En tant que membre de la FIFA, la Fédération palestinienne de football association a été en mesure de menacer Israël d'expulsion des tournois sportifs internationaux et l'a finalement forcé à modifier sa politique concernant le football palestinien. Je voudrais comprendre comment Barghouti ressent la chose – ainsi que l'Autorité palestinienne elle-même.

*« Les **BDS** sont un mouvement des droits de l'homme émanant de la base et de la société civile et il est entièrement indépendant des structures palestiniennes officielles et de tout gouvernement», insiste Barghouti. « Il a joué un rôle*

critique dans la campagne visant à exclure **Israël** de la **FIFA** et la plupart des observateurs reconnaissent ce rôle. Les activistes palestiniens de la solidarité, dont presque tous sont des partisans des **BDS**, luttent depuis des mois pour accroître la conscience à propos des violations par **Israël** des droits des athlètes palestiniens dans le contexte général de l'occupation et de l'oppression.

« Le fait que des hauts responsables palestiniens ont dirigé l'effort public à ce propos a été notre talon d'Achille, car l'**Autorité palestinienne** est enchaînée aux humiliants accords d'**Oslo** et elle n'est pas destinée à résister au régime israélien d'oppression de quelque façon significative et stratégique que ce soit. »

Q. Le mouvement BDS devient de plus en plus populaire. Où voyez-vous aller le mouvement à la fois dans un futur proche et dans un futur lointain ?

« Nous entrons de plus en plus dans les moeurs traditionnelles. C'est notre défi. Nous ne mendions pas la charité; nous lançons un appel en faveur d'une solidarité réelle. Comme **Martin Luther King Jr.** l'a dit un jour, le boycott à un niveau basique entraîne 'le retrait de la coopération avec un système mauvais'. Quand nous demandons à des institutions et à des organisations de désinvestir des sociétés impliquées dans les crimes d'**Israël**, nous ne demandons rien d'héroïque. Nous demandons tout simplement à ces organisations de remplir une obligation profondément morale. Telle est la logique contraignante et éthique des **BDS** et c'est le principal facteur que l'on trouve derrière l'impressionnant développement du mouvement au cours de cette dernière décennie.

« Le mouvement **BDS** atteint un point critique surtout parce que sa stratégie fonctionne – et bien – et parce qu'**Israël** a basculé vers la droite fanatique en introduisant des éléments fascistes dans son gouvernement, laissant ainsi tomber le

*dernier masque de sa 'démocratie' trompeuse. Peut-être notre réalisation la plus importante est-elle d'unir les **Palestiniens**, par-delà tout l'éventail politique et idéologique, en une plate-forme des droits de l'homme et derrière une forme non violente de résistance qui, de plus, est ancrée dans la législation internationale. »*

À en juger par les victoires que les **BDS** ont engrangées récemment, il semble que, finalement, cette stratégie qui s'appuie sur un ensemble de pressions soutenues et de plus en plus fortes sur **Israël** dans tous les domaines – académique, culturel, économique et militaire – commence par avoir des effets réels et sérieux. Ou, pour reprendre les mots d'**Omar Barghouti**, « nous n'y sommes pas encore, mais nous sommes en train d'atteindre notre intensité sud-africaine ».

Interview réalisé par **Rami Younis**. L'article a d'abord paru en arabe sur Bokra.net. Une version de cet article a également été publiée en hébreu sur Local Call, un site où l'auteur se charge d'un blog.

L'interview a été publié sur +972Mag le 14 juin 2015.
Traduction : Jean-Marie Flémal.

Source : http://www.pourlapalestine.be/index.php?option=com_content&view=article&id=2021:interview-lhomme-a-la-base-du-mouvement-bds&catid=76:partout-il-y-a-des-gens-qui-agissent

Omar Barghouti : L'extrémisme israélien encouragera le boycott mondial

Omar Barghouti est un militant palestinien, cofondateur du mouvement « Boycott, Désinvestissement, Sanctions ». Il est l'auteur de "Boycott, Désinvestissement, Sanctions: la lutte mondiale pour les droits palestiniens."

Israël a élu le gouvernement le plus fanatique de son histoire. Mais de nombreux militants et politiciens œuvrant pour les droits de l'homme des Palestiniens espèrent que ce gouvernement, un cocktail indigeste de droite, d'extrême-droite et de partis fondamentalistes juifs, fera apparaître une lueur d'espoir.

Ce glissement radical à droite ne peut pas, à court terme, être de bon augure pour des Palestiniens sous le joug du régime d'oppression d'Israël. Le siège de Gaza, la construction illégale de colonies, surtout à Jérusalem, la destruction des communautés palestiniennes dans la vallée du Jourdain et dans le Naqab (Negev) iront en empirant avec un coût humain encore plus élevé.

Mais le flot de faux-semblants démocratiques d'Israël et son adoption de politiques coloniales manifestes vont aussi faire croître le développement déjà impressionnant de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), mouvement mondial et non-violent mené par des Palestiniens.

Lancé en 2005 par la plus grande coalition de la société civile palestinienne, BDS en appelle à la fin de l'occupation israélienne qui date de 1967, à la fin de sa discrimination raciale institutionnalisée qui rentre dans la définition faite par l'ONU de l'apartheid, et au respect du droit de retour des réfugiés palestiniens déracinés et dépossédés en 1948.

Un gouvernement dirigé par un premier ministre qui s'oppose à la souveraineté de la Palestine et provoque publiquement les citoyens palestiniens d'Israël d'une manière raciste et dont le partenaire principal, le Foyer juif, prône la création de bantoustans palestiniens, rendra la tâche de défendre Israël devant l'opinion publique internationale bien plus difficile.

Récemment, l'annulation par la star américaine Lauryn Hill d'un concert près de Tel Aviv a juste été le dernier indicateur de l'impact général de BDS. Quelques semaines plus tôt, au Royaume-Uni, près de 1000 artistes ont signé un engagement de boycott culturel contre Israël.

En 2014, de grands fonds de pension néerlandais et norvégiens ont désinvesti des banques et entreprises israéliennes qui travaillent illégalement dans le territoire palestinien occupé.

Plusieurs associations d'étudiants ont approuvé le boycott académique des institutions israéliennes, brisant ainsi un tabou, alors que le désinvestissement s'est propagé parmi les conseils d'élus étudiants dans les universités américaines.

Il y a aussi de plus en plus de Juifs qui soutiennent BDS. Un sondage récent révèle qu'un Juif américain sur six se prononce pour le boycott des produits israéliens et qu'un sur quatre est favorable au boycott des colonies.

L'ancien chef du Mossad Shabtai Shavit est convaincu que BDS représente maintenant un défi "de taille" pour Israël, alors que l'ancien premier ministre Ehud Barak reconnaît que BDS est en train d'atteindre "un sommet". Sa mise en garde de 2011, avertissant que le gouvernement provocateur de droite d'Israël suscitera un "tsunami" de sanctions, semble désormais raisonnable et pertinente.

Il se pourrait qu'Israël vive bientôt son heure sud-africaine.

Le flot de faux-semblants démocratiques et l'adoption de politiques coloniales manifestes renforcera un mouvement qui

constitue une menace sérieuse pour Israël.

Traduction : E.C pour l'Agence Média Palestine

Source : New York Times
<http://www.nytimes.com/roomfordebate/2015/05/08/can-the-us-make-peace-with-netanyahus-new-government/israeli-extremism-will-encourage-global-boycott>

Ce que craint Israël avec le succès du mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions

Des amendements à la Chambre et au Sénat [étatsuniens] prennent pour cible le mouvement BDS. C'est donc qu'il doit être en train de faire quelque chose de bien.

David Palumbo-Liu

La plupart des gens comprennent comment les politiciens se servent du processus de l'amendement pour ajouter après coup des messages apparemment sans lien, mais politiquement efficaces, pour une autre législation qui n'a rien d'habituel et d'inoffensif. Qui aurait imaginé qu'un projet de loi ordinaire relatif au commerce serait utilisé pour prendre une position controversée, et même radicale, sur le conflit Israël-Palestine, et en particulier sur le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions ? Et pourtant, c'est exactement ce qui est arrivé.

Récemment, la Chambre et le Sénat ont voté des amendements

similaires au projet de loi qui autorise les négociations pour le Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (TTIP) avec l'Europe, des amendements qui tentent, d'un coup de plume, de légaliser les colonies israéliennes qui sont reconnues comme illégales tant par les Nations-Unies que par le droit international. Allant à l'inverse, les amendements sanctionnent les entreprises pour leur respect du droit international destiné à protéger contre la colonisation.

L'amendement à la Chambre, co-parrainé par Peter Roskam de l'Illinois, et Juan Vargas de Californie, comprend un passage déclarant que « *l'objectif principal des USA dans les négociations* » inclurait désormais de décourager à la fois « *les actions, par des partenaires commerciaux potentiels, qui porteraient directement ou indirectement préjudice ou décourageraient une activité commerciale entre les États-Unis et uniquement Israël* », et « *les actions politiquement motivées pour le boycott, le désinvestissement ou des sanctions contre Israël et visant à l'élimination des barrières non tarifaires politiquement motivées sur les produits, services et autres commerces israéliens, imposées à l'État d'Israël* ».

L'amendement au Sénat est quasiment le même ; deux amendements qui ciblent clairement le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions en plein essor, lancé en 2005, en un effort parfaitement légal, non violent, pour le respect du droit international et des conventions des droits humains, et la reconnaissance et le rétablissement de leurs droits pour les Palestiniens. Les deux amendements tentent également d'occulter cette vérité gênante que l'occupation est illégale, et illégal aussi de faire du business avec des entreprises en Cisjordanie.

Ces amendements visent non seulement à faciliter, mais encore à normaliser le commerce avec les entreprises coloniales en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, sous le prétexte qu'un tel

commerce est en réalité tout aussi légitime que le commerce avec Israël lui-même. Cette initiative cherche à éluder l'illégalité réelle et internationalement reconnue de l'occupation et celle, spécifique, de faire des affaires avec les entreprises de la colonisation. En utilisant cette expression, « *en Israël ou sur les territoires contrôlés par Israël* », les amendements fusionnent les deux, comme s'ils formaient une seule et même entité. Et, étrangement, comme J. J. Goldbert le fait remarquer, l'expression est « *la même que celle d'un projet de loi anti-boycott israélien, voté par la Knesset en 2011 et confirmé par la Haute Cour de justice d'Israël il y a quelques jours, qui sanctionne les Israéliens prônant une forme ou une autre de boycott.* »

Au niveau des États, nous trouvons un effort similaire pour vaincre le BDS. Au Tennessee, le journal *Algemeiner* rapporte que la résolution mixte 170 du Sénat stipule que le mouvement BDS est « *l'un des principaux supports de diffusion de l'antisémitisme et de l'exhortation à l'élimination de l'État juif* ». En outre, la résolution déclare que le mouvement BDS et son programme sont « *intrinsèquement antithétiques et profondément dommageables pour les causes de la paix, de la justice, de l'égalité, de la démocratie et des droits de l'homme pour tous les peuples au Moyen-Orient* ».

Si ce langage paraît familier, c'est par ce qu'il est : ces attaques virulentes contre le BDS au Congrès et au Tennessee sont la résonance des mots de Benjamin Netanyahu. Dans un discours de 2014 devant l'AIPAC, Netanyahu a critiqué le BDS à pas moins de 18 reprises : « *Les tentatives de boycott, désinvestissement et de sanctions contre Israël, la démocratie la plus menacée sur terre, sont simplement le dernier chapitre de la longue et sombre histoire de l'antisémitisme. Ceux qui portent l'étiquette BDS devraient être traités exactement comme nous traitons tout antisémite ou doctrinaire. Ils devraient être dénoncés et condamnés* ». Les propos de Netanyahu ne font que rabâcher l'équation aujourd'hui

archiconnue entre ceux qui critiquent la politique israélienne et les antisémites, afin de donner à Israël l'immunité d'un questionnement raisonnable – comme, par exemple, la contestation de l'allégation qu'Israël serait la « *démocratie la plus menacée sur terre* », une fois qu'on l'a associée à ce qu'indique Netanyahu dans son évocation alarmiste des « *foules* » d' « *Arabes israéliens* » venant voter aux dernières élections. Nous savons maintenant ce qu'il ressent être la plus grande menace à la « *démocratie* », et ce n'est pas le BDS. Dans un double mouvement, ensuite, nous voyons s'effondrer la distinction entre Israël et ses colonies, et entre la critique d'Israël et l'antisémitisme. La question est, faire que les gens gobent cela, et s'ils le gobent, pendant combien de temps vont-ils continuer à le gober ?

Et maintenant, la législature de l'État de l'Indiana a suivi celle du Tennessee en condamnant le BDS avec sa propre résolution, en réaction au succès des étudiants de l'institution Quaker, le collège Earlham, qui ont voté un projet de désinvestissement, et vendredi, les législateurs de l'Illinois prendront deux mesures anti-boycott :

– Selon le Centre pour les droits constitutionnels (CCR), le projet 4011 de l'Illinois à la Chambre et le projet 1761 au Sénat contiennent une disposition qui oblige les fonds de pension de l'État à « *créer des listes noires des entreprises qui boycottent Israël pour ses violations des droits de l'homme, et qui les mandate pour qu'ils retirent leurs investissements de ces entreprises* ». La mesure a été adoptée mardi par le parquet de la Chambre et le comité judiciaire du Sénat.

– Le CCR affirme qu' « *il faut s'opposer à ces projets (de boycott) afin de protéger le droit de se livrer à des boycotts reflétant une action collective pour répondre à des problèmes liés aux droits humains, action qui est, a déclaré la Cour suprême des États-Unis, protégée en tant qu'expression et activité associative* ».

Il est clair que la pression des étudiants sur les campus, non seulement aux États-Unis mais aussi dans le monde entier, avec les mouvements de boycott dans des organisations professionnels et des syndicats, suscite ces mesures réactives. Et comme ces mesures sont destinées à être votées, cela crée un dilemme pour les Démocrates et les libéraux.

Il est notable qu'après l'apparition controversée de Netanyahu devant le Congrès, qui s'est aliénée l'Administration Obama et de nombreux démocrates au Congrès, et après son propos aux dernières élections selon lesquels il n'y aurait aucune solution à deux États sous son gouvernement, il y a eu a priori une brèche dans la politique américaine concernant le soutien autrefois solide à Israël. Désormais, alors que les Républicains poursuivent farouchement, voire accroissent, leur soutien à Israël, des Démocrates populaires commencent à se diviser sur la question. Néanmoins, les amendements au Congrès semblent indiquer qu'un changement sensible ne s'est pas encore produit au niveau de la direction, avec même un Démocrate comme Vargas à s'engager dans cette escroquerie bizarre.

En dépit de cela, si à notre Congrès et aux sièges de notre Parlement, nous pouvons considérer de telles tentatives comme témoignant de la force du lobby pro-Israël, en dehors de ces espaces, nous pouvons voir encore plus l'énorme efficacité qui est en ce moment celle du BDS (pourquoi autrement y concentrer une telle attention ?). Il constitue sans conteste l'unique alternative, la plus identifiable et la plus puissante, à la diplomatie conventionnelle, laquelle pendant des décennies s'est avérée totalement inefficace s'agissant des violations, de longue date, par Israël du droit international et des conventions et pactes relatifs aux droits de l'homme. Il ne fait aucun doute qu'avec Netanyahu à la barre, tout changement devra émaner de l'extérieur d'Israël, via un consensus international. Et c'est ce qui fait peur à Israël quand il voit le succès du BDS.

Dans un communiqué publié par l'organisation Une Voix juive pour la Paix, le rabbin Joseph Berman a noté : « Cette législation, qui encourage effectivement la construction de colonies de peuplement illégales tout en renforçant l'extrême droite en Israël, montre que BDS est un moyen de plus en plus puissant pour remettre en cause l'impunité d'Israël s'agissant des droits des Palestiniens. Nous exhortons le Congrès à rejeter cette législation. »

Ce qu'on retrouve ici, c'est une bataille pour la volonté politique des Démocrates, et les dirigeants démocrates au Congrès risquent de plus en plus de se trouver eux-mêmes en décalage avec les électeurs mécontents d'un soutien législatif à la colonisation de la Cisjordanie.

David Palumbo-Liu est professeur Louise Hewlett Nixon à l'université de Stanford.

Source: http://www.salon.com/2015/05/07/what_israel_fears_with_the_successes_of_the_boycott_divestment_and_sanctions_movement/

traduction : JPP pour BDS FRANCE

Réponse à l'article d'Oudy Bloch dans le Huffington Post

FACE AUX DIFFAMATIONS, DROIT DE REPONSE

La Campagne BDS ayant été gravement diffamée dans une tribune publiée par le Huffington Post, nous avons adressé un droit de réponse.

Le Huffington Post n'a malheureusement pas voulu le publier

dans son intégralité, et particulièrement pour les raisons suivantes : sur le fond les termes « épuration ethnique » et « incitation au génocide » sont refusés, et sur la forme notre réponse ne préciserait pas quels sont les passages contestés et serait plus longue que la tribune à laquelle il est répondu.

Voici ci-dessous la tribune diffamatoire et notre réponse.

Jean-Guy Greilsamer, pour la Campagne BDS France

La « tribune » d'Oudy Bloch :
http://www.huffingtonpost.fr/oudy-bloch/massacre-tuerie-camp-de-yarmouk_b_7078672.html

Monsieur Oudy BLOCH, avocat, ayant publié sur le site du Huffington Post un article très diffamatoire à l'encontre de la campagne internationale pour le Boycott, les Désinvestissements et les Sanctions (BDS) contre Israël, menée en France par BDS France, nous apportons plusieurs rectifications et démentis de ses propos.

Monsieur Oudy BLOCH,

Vous avez publié le 20 avril sur le site du Huffington Post un article intitulé « Quand on tue à Yarmouk, on boycotte à Paris »

Cet article étant un tissu de propos diffamatoires à l'encontre de la Campagne BDS France, nous tenons à formuler les mises au point suivantes.

1. Vous dénoncez, et pour cela nous sommes d'accord avec vous, les atrocités commises au camp de Yarmouk.

Mais vous commencez par accuser des pays arabes d'être coupables du sort des réfugiés palestiniens. Nous vous rappelons que l'Etat responsable de la situation des réfugiés

palestiniens est Israël, qui les a expulsés massivement en 1947 et 1948 lors de la création de l'Etat d'Israël, puis a fermement refusé de mettre en œuvre leur droit au retour voté puis confirmé par plusieurs résolutions de l'O.N.U. Il est donc tout à fait légitime de pointer la responsabilité d'Israël sur la question du droit au retour, ce qui est l'un des objectifs de la Campagne BDS

2. Vous écrivez ensuite que le sort des Palestiniens de Yarmouk ne préoccupe pas en France les amis du peuple palestinien.

Là, vous nous insultez carrément. La Campagne BDS France a participé le 17 avril dernier et comme en témoignent ces photos, au rassemblement de solidarité avec les Palestiniens de Yarmouk sur le parvis des Droits de l'Homme à Paris, qui était organisé par l'ambassade de Palestine.*

Par ailleurs, votre insinuation selon laquelle les amis du peuple palestinien seraient insensibles aux autres causes n'est qu'un procédé pour masquer votre volonté de dénigrement.

3. Les interventions devant ou dans les magasins LIDL.

Ces interventions sont la continuation des campagnes de sensibilisation qui visent à attirer l'attention des consommateurs sur la vente de produits israéliens dont certains sont étiquetés comme provenant d'Israël alors qu'ils proviennent des colonies illégales de Cisjordanie ou du Golan. La France a souscrit à plusieurs dispositions dénonçant l'illégalité des colonies en territoires palestiniens, d'où sont issus ces produits. Nous tenons à la disposition du Huffington Post toutes précisions à ce sujet.

4. Les tracts de propagande dans des sacs de

livraisons d'un magasin Monoprix ne proviennent pas de la Campagne BDS France.

5. Les médicaments génériques TEVA et le boycott de toutes les entreprises israéliennes.

La campagne BDS, lancée en 2005 par plus de 170 associations de la société civile palestinienne, vise à mettre fin à l'impunité d'Israël, qui dépossède, persécute et humilie constamment le peuple palestinien. Elle est à l'image de la campagne qui avait contribué à mettre fin au régime d'apartheid en Afrique du Sud. Beaucoup d'éminentes personnalités dans le monde entier s'accordent pour affirmer que ce que subit la majorité des Palestiniens est pire que ce qu'a subi la population noire sud-africaine.

Ainsi, lors d'une session spéciale après les massacres de l'été dernier à Gaza, le Tribunal Russell pour la Palestine, qui est un tribunal de conscience international composé de personnalités prestigieuses et compétentes, a conclu que le crime d'incitation au génocide et des crimes contre l'Humanité ont été commis.

C'est dans ce contexte que la Campagne BDS appelle à boycotter toutes les entreprises israéliennes, dont l'entreprise de médicaments génériques TEVA dont les bénéficiaires profitent à la politique d'occupation, alors que le droit à la santé des Palestiniens est entravé

6. Les boycotts concernant les échanges universitaires, culturels et scientifiques.

Ces boycotts, rappelons-le, ne visent pas indistinctement des citoyens israéliens ou se rendant en Israël, mais des politiques de coopération ou des invitations émanant directement de l'Etat d'Israël ou de ses institutions. Israël se sert des artistes ou de diverses personnalités pour se blanchir de ses crimes, et divers responsables israéliens

reconnaissent cette situation en évoquant l'utilité de la propagande par les biais des arts et de la culture.

7. La légalité de BDS

Cette légalité a été confirmée par de nombreuses juridictions. La Campagne BDS n'est pas une provocation à la discrimination ethnique, religieuse, communautaire ou en raison de l'appartenance à une nation, mais une réponse citoyenne et non-violente à une politique illégale, largement condamnée par de nombreuses résolutions internationales, et fondée sur une colonisation, une occupation, et le refus du droit au retour des réfugiés et de l'égalité des droits des Palestiniens d'Israël.

De nombreux boycotts ont été développés sans la moindre sanction, dont le dernier en date concerne les mesures de boycott de la Russie à cause de sa politique contre l'Ukraine. La plupart des plaintes déposées en France contre des militants de BDS ont soit été classées soit se sont terminées par des relaxes. Concernant le procès de Colmar que vous citez un recours est en cours.

Les soutiens à la politique d'Israël s'acharnent à vouloir faire condamner les militants de BDS, mais leur obsession est largement condamnée, tant politiquement que moralement, par le développement international du mouvement BDS

8. Les deux militants de Montpellier.

Ils ont certes commis une étourderie en ne cliquant pas sur l'image qu'ils ont diffusée. Encore faut-il préciser que cette image, qu'ils ont retirée immédiatement après avoir vu ce qu'elle cachait, avait été diffusée dans la précipitation lors des mobilisations pendant les massacres à Gaza (qualifiés rappelons-le de « crime d'incitation au génocide et crimes contre l'Humanité » par le Tribunal Russell sur la Palestine). Mais chercher à débusquer la moindre maladresse commise par des militants qui combattent un massacre en cours est un geste indigne, visant à discréditer les mobilisations de solidarité

avec le peuple palestinien. C'est pourquoi nous soutenons les deux militants.

9. La mobilisation pour l'exclusion d'Israël de la FIFA

Israël empêche les sportifs palestiniens de se déplacer librement, emprisonne ceux qui tiennent tête à cette politique, bloque la livraison de matériels sportifs qui leur sont destinés, a détruit des stades pendant les offensive à Gaza, discrimine les joueurs palestiniens qui vivent en Israël ...

10. La banalisation de l'antisémitisme

L'antisémitisme, comme l'islamophobie, les racismes anti-arabe, anti-roms existent et se développent, et la Campagne BDS, dont le fondement même est l'anti-racisme les combat vigoureusement.

Mais les défenseurs de la politique coloniale, d'apartheid et d'épuration ethnique de l'Etat d'Israël contribuent gravement à la banalisation de cet antisémitisme en assimilant la population juive du monde entier à cette politique – alors que nombreux Juifs ont rallié la Campagne BDS.

Le Campagne BDS est riche de la grande diversité de ses militants. Nous ne nous laisserons pas intimider par des calomnies, et nous continuerons de militer avec confiance, parce que le droit et la justice sont de notre côté.

Jean-Guy Greilsamer, militant de la Campagne BDS France

*<https://plus.google.com/photos/101056143108562695304/albums/6138837605193504401?authkey=CL3Mve-bvv0sFg>

« Un de nous est blessé... » par Farid Esack

Farid Esack est en tournée en France dans le cadre de l'édition 2015 de l'Israeli Apartheid Week.

Introduction à la vidéo de Sally Shawl, texte lu par Farid Esack, An Open Letter to the Palestinian People, https://www.youtube.com/watch?v=1skU_nVaMl8.

Je suis allé en Israël et en Cisjordanie en novembre 2010 pour y voir sur place la situation : pour rencontrer les gens et entendre leurs histoires ; pour sentir la réalité de la vie quotidienne de part et d'autres d'Israël comme de la Cisjordanie.

En chemin entre une rencontre à Jérusalem et une autre près de Ramallah, la route nous a mené au long du mur de séparation froid et gris érigé par Israël. Alors que nous roulions, j'ai commencé à remarquer qu'il y avait un texte près du sommet, qui s'étendait dans les deux sens aussi loin que l'on pouvait voir. Il ressemblait à un message parlant de l'apartheid. Nous avons fait demi-tour, nous sommes revenus au début et nous l'avons filmé dans sa totalité. Comme il s'est avéré, c'est une Lettre ouverte au peuple de Palestine du théologien sud-africain le docteur Farid Esack. Voici son message ci-après.

Un de nous est blessé...

Mes chers sœurs et frères palestiniens,

Je suis arrivé dans votre pays, et j'y ai reconnu les ombres qui ont plané sur mien. Mon pays a été, autrefois, un pays où certains s'imaginaient pouvoir construire leur sécurité au dépens de la sécurité d'autres personnes. Selon eux, leur peau plus claire et leurs origines européennes leur donnaient le droit de déposséder ceux à la peau plus noire qui vivaient

dans le pays depuis des millénaires. Je viens d'un pays où un groupe de personnes, les Afrikaners, ont connu de réelles souffrances aux mains des Anglais. Ces Anglais les méprisaient et en ont emprisonné beaucoup dans des camps de concentration. Près d'un sixième de leur population a péri à l'époque.

Alors les Afrikaners ont dit, "Plus jamais !" Ils voulaient dire par là qu'il ne fallait plus jamais qu'on les fasse souffrir sans comprendre que leur humanité était liée à celle de tous autres humains. De leur douleur est née l'idée qu'ils étaient un peuple élu par Dieu pour vivre dans une Terre Promise. Et c'est ainsi qu'ils ont occupé cette terre, cette terre qui appartenait à d'autres, et qu'ils se sont construit leur sécurité aux dépens de la sécurité du peuple noir. Plus tard, ces Afrikaners se sont alliés aux descendants de leurs ennemis d'autrefois, ceux qu'on appelait « les Anglais ». Les nouveaux alliés, appelés maintenant simplement « les Blancs », se sont dressés contre les Noirs, qui ont du payer un terrible tribut : dépossédés, exploités et marginalisés par le racisme des Blancs qui s'est entremêlé avec les peurs des Afrikaners et l'idée du peuple élu. Et bien sûr, avec ce crime vieux comme le monde : la rapacité.

Je suis issu de l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid.

A mon arrivée dans votre pays, le sentiment du « déjà vu » était incontournable. Je suis frappé par les similitudes. Nous sommes tous en quelque sorte les enfants de notre histoire. Mais nous pouvons aussi choisir d'être touchés par les histoires des autres. Cette capacité est sans doute ce que nous appelons la moralité. Nous ne sommes pas toujours en mesure d'agir face à ce que nous voyons, mais nous avons toujours la liberté de voir, et d'être touchés.

Je viens d'un pays où des gens, au nom de la liberté, ont affronté des attaques au bulldozer, des tirs de fusil, de mitrailleuse et de gaz lacrymogènes. Nous avons résisté à une époque où résister n'était pas à la mode. Et maintenant que nous sommes libres, tout le monde affirme qu'ils ont toujours été avec nous. C'est un peu comme en Europe après la deuxième guerre mondiale. Pendant la guerre, les résistants étaient peu nombreux. Après, on ne trouvait plus un seul sympathisant des

nazis, et la très grande majorité déclarait avoir toujours soutenu la résistance.

Je suis étonné de voir à quel point des gens tout à fait honnêtes et bien intentionnés par ailleurs se mettent à tergiverser dès qu'il est question d'Israël et des souffrances des Palestiniens. Voyant cela, je me pose des questions sur ce que nous entendons par honnêteté. L'objectivité, la modération, la capacité de voir les choses des deux côtés, tout ce qui marque la pensée honnêtes, n'ont-elles pas des limites? La modération en présence d'une réelle injustice est-elle réellement de mise? Les deux parties méritent-elles toujours le même traitement, par exemple dans une situation de violence conjugale – une femme battue par un homme qui avait lui-même subi des violences de son père il y a longtemps – parce l'homme aussi est une « victime »?

Nous demandons au monde d'agir maintenant pour mettre fin à la dépossession des Palestiniens. Nous devons faire cesser leur humiliation quotidienne aux checkpoints, en finir avec la honte de ce Mur de l'Apartheid qui coupe les gens de leurs terres, de leur travail et de leur histoire, et lutter contre la torture, l'incarcération sans jugement et les assassinats ciblés de ceux qui osent résister. Notre humanité exige que chacun qui reconnaît le mal en son temps se dresse contre lui, même si ce n'est pas à la mode. Reconnaître et agir contre le mal, c'est réellement renforcer notre humanité. Devant l'oppression, la dépossession ou l'occupation, nous agissons pour que notre propre humanité ne soit pas diminuée par notre silence face à la dégradation d'autres membres de notre famille humaine. Si on vous dévalorise en tant qu'être humain, on me dévalorise aussi. En agissant pour vous défendre, je me défends aussi – je défends l'humain que je suis aujourd'hui, mais aussi mon humanité vulnérable de demain.

Parler de moralité, c'est parler de la capacité d'être touché par des intérêts au-delà de son appartenance ethnique, religieuse ou nationale. Quand notre vision du monde et nos relations avec les autres sont modelés par l'égoïsme – vis à vis de notre religion, notre survie, notre sécurité ou notre ethnicité – alors, inéluctablement, nous en deviendrons tôt ou tard les victimes à notre tour. Quand les humains

revendiquent « la réalité », ou la « realpolitik », comme des valeurs en soi, ils le font en général dans leur propre intérêt, même s'ils le justifient selon une logique fondée sur l'ethnicité. Ainsi, même si le but de votre action est d'obtenir du pétrole ou un avantage stratégique, vous la justifiez en invoquant la nécessité d'instaurer la démocratie. Ou encore, vous cherchez à justifier votre pratique de l'esclavage sous le prétexte rassurant que les victimes noires du système seraient peut-être mortes de faim si on les avait laissé en Afrique. Etre un humain, un vrai – être mensch – c'est autre chose. C'est être capable de dépasser les intérêts particuliers et de comprendre que l'approfondissement de l'humanité est liée au bien de l'autre. Quand la ségrégation des humains devient un dogme et une idéologie, quand elle est imposée et mise en application par la loi, cela s'appelle l'apartheid. Quand certains sont privilégiés simplement parce qu'ils sont nés dans un groupe ethnique donné et qu'ils exploitent leurs privilèges pour déposséder d'autres personnes et user de pratiques discriminatoires à leur encontre, cela s'appelle l'apartheid. Aussi réel que soit le traumatisme qui l'a engendré, aussi profonde que soit la croyance religieuse qui sous-tend le tout, cela s'appelle l'apartheid. Notre façon de répondre à notre propre souffrance et à l'indifférence ou la culpabilité du monde ne justifie jamais le fait de faire souffrir d'autres personnes ou de rester indifférent face au traumatisme qu'ils subissent. La ségrégation devient alors un principe qui permet d'ignorer l'existence de l'autre avec lequel nous partageons un espace de vie. Et il devient aussi le moyen de nier les souffrances et les humiliations subies par l'autre.

Nous ne nions en aucun cas les souffrances subies par les oppresseurs au cours de leur existence individuelle ou collective; simplement, nous refusons l'idée que d'autres doivent en devenir les victimes par la suite. Nous refusons la manipulation de ces souffrances pour servir des intérêts politiques et expansionnistes. Nous n'acceptons pas de payer le prix de la dépossession parce qu'une puissance impérialiste a besoin d'un allié solide en cette partie du globe.

Pour les Sud-africains, s'exprimer sur la vie ou la mort du

peuple palestinien, c'est aussi tenter de préserver notre idéal d'une société morale qui ne serait jamais complice de la souffrance des autres. Il existe bien sûr d'autres exemples d'oppression, de dépossession et de marginalisation dans le monde. Pourtant, aucun n'est aussi reconnaissable pour nous qui avons subi, survécu et finalement surmonté l'apartheid. Pour ceux d'entre nous qui avons vécu l'apartheid en Afrique du Sud et lutté pour nous libérer de ce régime et de tout ce qu'il représentait, la Palestine illustre à bien des égards ce qui reste inachevé dans notre lutte.

Je suis donc venu ici, comme beaucoup d'autres qui ont participé à la lutte contre l'apartheid, et nous avons vu des choses qui nous rappellent ce que nous avons subi. L'Archevêque Desmond Tutu avait évidemment raison de dire à quel point la condition des Palestiniens lui rappelait ce qui nous était arrivé en Afrique du Sud, et de se demander: "Pourquoi avons-nous la mémoire si courte ? Les Juifs qui sont nos frères et sœurs ont-ils oublié leur propre humiliation ?" Pourtant, à plusieurs égards, ce que nous voyons ici dans votre pays est plus brutal encore, plus implacable et plus inhumain que tout ce que nous avons vécu pendant l'apartheid. En quelque sorte, mes frères et sœurs, je suis gêné de vous voir obligés d'utiliser ce mot qui était autrefois réservé à notre situation, afin d'attirer l'attention à la vôtre.

Les Blancs d'Afrique du Sud ont bien sûr essayé de contrôler les Noirs. Cependant, ils n'ont jamais tenté de nier l'existence même des Noirs, ni entretenu le fantasme de leur disparition pure et simple. Nous n'avons pas vécu une occupation militaire qui privait les occupés de tous leurs droits. Nous n'avons pas connu la barbarie multiforme de ces punitions collectives consistant à démolir les maisons et détruire les vergers appartenant aux familles de rebelles présumés, ni l'expulsion physique de ces familles. Les tribunaux de l'apartheid en Afrique du Sud n'ont jamais légitimé la torture. Les Blancs sud-africains n'ont jamais eu carte blanche pour humilier les Sud-africains noirs comme les colons semblent l'avoir ici. Même les pires fanatiques n'auraient jamais imaginé quelque chose d'aussi macabre que ce

mur. Ni la police ni l'armée de l'apartheid n'a jamais tiré des missiles ou envoyé des bombes sur des cibles majoritairement civiles. Les Blancs en Afrique du Sud formaient une communauté stable qui, au bout de plusieurs siècles, a finalement du composer avec les Noirs (ne serait-ce que parce que leur économie en dépendait). L'idée sioniste qui fait d'Israël le lieu de rassemblement de tous les Juifs – anciens et nouveaux, convertis, reconvertis ou « régénérés » – est profondément problématique, car l'idée de tendre la main à son voisin n'y a aucune place. L'idée semble au contraire de se débarrasser de ses voisins – ce l'on appelle le nettoyage ethnique – et de les remplacer systématiquement par d'autres.

Au temps de notre résistance à l'apartheid, nous étions conscients de la contribution inestimable de la solidarité internationale à la lutte pour mettre fin à des siècles d'oppression. Aujourd'hui, nous n'avons d'autre choix que de contribuer à notre tour au combat des Palestiniens pour la liberté. Nous le faisons en ayant pleinement conscience que votre liberté contribuera aussi à la liberté de bien des Juifs de réaliser pleinement leur humanité, tout comme la fin de l'apartheid a rendu cette même liberté aux Blancs d'Afrique du Sud. Au plus fort de notre combat pour la liberté, nous n'avons jamais cessé de rappeler à notre peuple que notre combat était aussi un combat pour la libération des Blancs. L'apartheid diminuait les Blancs dans leur humanité tout comme l'injustice envers les femmes diminue l'humanité des hommes. C'est la libération qui permet à l'opresseur de reconquérir son humanité, et Israël ne fait pas exception à cet égard. Lors des rassemblements publics pendant le combat pour la liberté en Afrique du Sud, l'orateur du moment lançait souvent « Un de nous est blessé... » et la foule répondait « ...Nous sommes tous blessés! ». A l'époque, pour nous, la portée de cette phrase était quelque peu limitée, et peut-être en sera-t-il toujours ainsi. Mais ce que nous savons, c'est que la blessure infligée au peuple palestinien est une blessure pour nous tous. Inéluctablement, une blessure infligée à autrui revient hanter l'agresseur. Il est impossible d'arracher la peau d'un autre humain sans porter atteinte en même temps à sa propre humanité. Face à cette monstruosité, ce Mur de l'apartheid, nous vous offrons autre chose – notre solidarité

avec le peuple palestinien. Nous vous déclarons notre engagement à vos côtés dans votre combat pour mettre fin à la ségrégation, pour surmonter l'injustice et pour venir à bout de la rapacité, la division et l'exploitation.

Nous avons vu que nos opprimés de hier – en Afrique du Sud pendant l'apartheid et en Israël aujourd'hui – peuvent devenir les oppresseurs d'aujourd'hui. Nous sommes donc à vos côtés pour réaliser votre rêve de créer une société où tous, de toutes origines ethniques et de toutes religions, vivront libres et égaux.

Nous continuons à nous inspirer des paroles de Nelson Mandela, père de notre nation et héros du peuple palestinien. En 1964, il a été jugé coupable de trahison et condamné à mort. Il s'est tourné vers les juges et leur a dit: « J'ai lutté contre la domination des blancs, et j'ai lutté contre la domination des noirs. J'ai chéri l'idéal d'une société libre et démocratique dans laquelle tout le monde vivrait en harmonie et avec les mêmes chances. C'est un idéal pour lequel j'espère vivre. Mais, s'il le faut, c'est un idéal pour lequel je suis prêt à mourir ».

Traduit en français par Ilona Bossanyi

Texte original: Farid Esack: Open Letter to the Palestinian People

Source: An Injury to one...
<http://electronicintifada.net/content/injury-one/8223>



Je suis allé en Israël et en Cisjordanie en novembre 2010 pour y voir sur place la situation : pour rencontrer les gens et entendre leurs histoires ; pour sentir la réalité de la vie quotidienne de part et d'autres d'Israël comme de la Cisjordanie.

En chemin entre une rencontre à Jérusalem et une autre près de Ramallah, la route nous a mené au long du mur de séparation froid et gris érigé par Israël. Alors que nous roulions, j'ai commencé à remarquer qu'il y avait un texte près du sommet, qui s'étendait dans les deux sens aussi loin que l'on pouvait voir. Il ressemblait à un message parlant de l'apartheid. Nous avons fait demi-tour, nous sommes revenus au début et nous l'avons filmé dans sa totalité. Comme il s'est avéré, c'est une Lettre ouverte au peuple de Palestine du théologien sud-africain le docteur Farid Esack. Voici son message ci-après.

(Introduction à la vidéo de Sally Shawl, texte lu par Farid Esack, *An Open Letter to the Palestinian People*, https://www.youtube.com/watch?v=1skU_nVaMl8).

Un de nous est blessé...

Mes chers sœurs et frères palestiniens,

Je suis arrivé dans votre pays, et j'y ai reconnu les ombres qui ont plané sur mien. Mon pays a été, autrefois, un pays où certains s'imaginaient pouvoir construire leur sécurité au dépens de la sécurité d'autres personnes. Selon eux, leur peau plus claire et leurs origines européennes leur donnaient le droit de déposséder ceux à la peau plus noire qui vivaient dans le pays depuis des millénaires. Je viens d'un pays où un groupe de personnes, les Afrikaners, ont connu de réelles souffrances aux mains des Anglais. Ces Anglais les méprisaient et en ont emprisonné beaucoup dans des camps de

concentration. Près d'un sixième de leur population a péri à l'époque. Alors les Afrikaners ont dit, "Plus jamais !" Ils voulaient dire par là qu'il ne fallait plus jamais qu'on les fasse souffrir sans comprendre que leur humanité était liée à celle de tous autres humains. De leur douleur est née l'idée qu'ils étaient un peuple élu par Dieu pour vivre dans une Terre Promise. Et c'est ainsi qu'ils ont occupé cette terre, cette terre qui appartenait à d'autres, et qu'ils se sont construit leur sécurité aux dépens de la sécurité du peuple noir. Plus tard, ces Afrikaners se sont alliés aux descendants de leurs ennemis d'autrefois, ceux qu'on appelait « les Anglais ». Les nouveaux alliés, appelés maintenant simplement « les Blancs », se sont dressés contre les Noirs, qui ont du payer un terrible tribut : dépossédés, exploités et marginalisés par le racisme des Blancs qui s'est entremêlé avec les peurs des Afrikaners et l'idée du peuple élu. Et bien sûr, avec ce crime vieux comme le monde : la rapacité.

Je suis issu de l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid.

A mon arrivée dans votre pays, le sentiment du « déjà vu » était incontournable. Je suis frappé par les similitudes. Nous sommes tous en quelque sorte les enfants de notre histoire. Mais nous pouvons aussi choisir d'être touchés par les histoires des autres. Cette capacité est sans doute ce que nous appelons la moralité. Nous ne sommes pas toujours en mesure d'agir face à ce que nous voyons, mais nous avons toujours la liberté de voir, et d'être touchés.

Je viens d'un pays où des gens, au nom de la liberté, ont affronté des attaques au bulldozer, des tirs de fusil, de mitrailleuse et de gaz lacrymogènes. Nous avons résisté à une époque où résister n'était pas à la mode. Et maintenant que nous sommes libres, tout le monde affirme qu'ils ont toujours été avec nous. C'est un peu comme en Europe après la deuxième guerre mondiale. Pendant la guerre, les résistants étaient peu nombreux. Après, on ne trouvait plus un seul sympathisant des nazis, et la très grande majorité déclarait avoir toujours soutenu la résistance.

Je suis étonné de voir à quel point des gens tout à fait honnêtes et bien intentionnés par ailleurs se mettent à tergiverser dès qu'il est question d'Israël et des souffrances des Palestiniens. Voyant cela, je me pose des questions sur ce que nous entendons par honnêteté. L'objectivité, la modération, la capacité de voir les choses des deux côtés, tout ce qui marque la pensée honnête, n'ont-elles pas des limites? La modération en présence d'une réelle injustice est-elle réellement de mise ? Les deux parties méritent-elles toujours le même traitement, par exemple dans une situation de violence conjugale – une femme battue par un homme qui avait lui-même subi des violences de son père il y a longtemps – parce l'homme aussi est une « victime »?

Nous demandons au monde d'agir maintenant pour mettre fin à la dépossession des Palestiniens. Nous devons faire cesser leur humiliation quotidienne aux checkpoints, en finir avec la honte de ce Mur de l'Apartheid qui coupe les gens de leurs terres, de leur travail et de leur histoire, et lutter contre la torture, l'incarcération sans jugement et les assassinats ciblés de ceux qui osent résister. Notre humanité exige que chacun qui reconnaît le mal en son temps se dresse contre lui, même si ce n'est pas à la mode. Reconnaître et agir contre le mal, c'est réellement renforcer notre humanité. Devant l'oppression, la dépossession ou l'occupation, nous agissons pour que notre propre humanité ne soit pas diminuée par notre silence face à la dégradation d'autres membres de notre famille humaine. Si on vous dévalorise en tant qu'être humain, on me dévalorise aussi. En agissant pour vous défendre, je me défends aussi – je défends l'humain que je suis aujourd'hui, mais aussi mon humanité vulnérable de demain.

Parler de moralité, c'est parler de la capacité d'être touché par des intérêts au-delà de son appartenance ethnique, religieuse ou nationale. Quand notre vision du monde et nos relations avec les autres sont modelés par l'égoïsme – vis à vis de notre religion, notre survie, notre sécurité ou notre ethnicité – alors, inéluctablement, nous en deviendrons tôt ou tard les victimes à notre tour. Quand les humains revendiquent « la réalité », ou la « realpolitik », comme des valeurs en soi, ils le font en général dans leur propre intérêt, même s'ils le justifient selon une logique fondée sur l'ethnicité. Ainsi, même si le but de votre action est d'obtenir du pétrole ou un avantage stratégique, vous la justifiez en invoquant la nécessité d'instaurer la démocratie. Ou encore, vous cherchez à justifier votre pratique de l'esclavage sous le prétexte rassurant que les victimes noires du système seraient peut-être mortes de faim si on les avait laissés en Afrique. Être un humain, un vrai – être *mensch* – c'est autre chose. C'est être capable de dépasser les intérêts particuliers et de comprendre que l'approfondissement de l'humanité est liée au bien de l'autre. Quand la ségrégation des humains devient un dogme et une idéologie, quand elle est imposée et mise en application par la loi, cela s'appelle l'apartheid. Quand certains sont privilégiés simplement parce qu'ils sont nés dans un groupe ethnique donné et qu'ils exploitent leurs privilèges pour déposséder d'autres personnes et user de pratiques discriminatoires à leur encontre, cela s'appelle l'apartheid. Aussi réel que soit le traumatisme qui l'a engendré, aussi profonde que soit la croyance religieuse qui sous-tend le tout, cela s'appelle l'apartheid. Notre façon de répondre à notre propre souffrance et à l'indifférence ou la culpabilité du monde ne justifie jamais le fait de faire souffrir d'autres personnes ou de rester indifférent face au traumatisme qu'ils

subissent. La ségrégation devient alors un principe qui permet d'ignorer l'existence de l'autre avec lequel nous partageons un espace de vie. Et il devient aussi le moyen de nier les souffrances et les humiliations subies par l'autre.

Nous ne nions en aucun cas les souffrances subies par les oppresseurs au cours de leur existence individuelle ou collective; simplement, nous refusons l'idée que d'autres doivent en devenir les victimes par la suite. Nous refusons la manipulation de ces souffrances pour servir des intérêts politiques et expansionnistes. Nous n'acceptons pas de payer le prix de la dépossession parce qu'une puissance impérialiste a besoin d'un allié solide en cette partie du globe.

Pour les Sud-africains, s'exprimer sur la vie ou la mort du peuple palestinien, c'est aussi tenter de préserver notre idéal d'une société morale qui ne serait jamais complice de la souffrance des autres. Il existe bien sûr d'autres exemples d'oppression, de dépossession et de marginalisation dans le monde. Pourtant, aucun n'est aussi reconnaissable pour nous qui avons subi, survécu et finalement surmonté l'apartheid. Pour ceux d'entre nous qui avons vécu l'apartheid en Afrique du Sud et lutté pour nous libérer de ce régime et de tout ce qu'il représentait, la Palestine illustre à bien des égards ce qui reste inachevé dans notre lutte.

Je suis donc venu ici, comme beaucoup d'autres qui ont participé à la lutte contre l'apartheid, et nous avons vu des choses qui nous rappellent ce que nous avons subi. L'Archevêque Desmond Tutu avait évidemment raison de dire à quel point la condition des Palestiniens lui rappelait ce qui nous était arrivé en Afrique du Sud, et de se demander: "Pourquoi avons-nous la mémoire si courte? Les Juifs qui sont nos frères et sœurs ont-ils oublié leur propre humiliation?" Pourtant, à plusieurs égards, ce que nous voyons ici dans votre pays est plus brutal encore, plus implacable et plus inhumain que tout ce que nous avons vécu pendant l'apartheid. En quelque sorte, mes frères et sœurs, je suis gêné de vous voir obligés d'utiliser ce mot qui était autrefois réservé à notre situation, afin d'attirer l'attention à la vôtre.

Les Blancs d'Afrique du Sud ont bien sûr essayé de contrôler les Noirs. Cependant, ils n'ont jamais tenté de nier l'existence même des Noirs, ni entretenu le fantasme de leur disparition pure et simple. Nous n'avons pas vécu une occupation militaire qui privait les occupés de tous leurs droits. Nous n'avons pas connu la barbarie multiforme de ces punitions collectives consistant à démolir les maisons et détruire les vergers appartenant aux familles de rebelles présumés, ni l'expulsion physique de ces familles. Les tribunaux de l'apartheid en Afrique du Sud n'ont jamais légitimé la torture. Les Blancs sud-africains n'ont jamais eu carte blanche pour humilier les Sud-

africains noirs comme les colons semblent l'avoir ici. Mêmes les pires fanatiques n'auraient jamais imaginé quelque chose d'aussi macabre que ce mur. Ni la police ni l'armée de l'apartheid n'a jamais tiré des missiles ou envoyé des bombes sur des cibles majoritairement civiles. Les Blancs en Afrique du Sud formaient une communauté stable qui, au bout de plusieurs siècles, a finalement du composer avec les Noirs (ne serait-ce que parce que leur économie en dépendait). L'idée sioniste qui fait d'Israël le lieu de rassemblement de tous les Juifs – anciens et nouveaux, convertis, reconvertis ou « régénérés » – est profondément problématique, car l'idée de tendre la main à son voisin n'y a aucune place. L'idée semble au contraire de se débarrasser de ses voisins – ce l'on appelle le nettoyage ethnique – et de les remplacer systématiquement par d'autres.

Au temps de notre résistance à l'apartheid, nous étions conscients de la contribution inestimable de la solidarité internationale à la lutte pour mettre fin à des siècles d'oppression. Aujourd'hui, nous n'avons d'autre choix que de contribuer à notre tour au combat des Palestiniens pour la liberté. Nous le faisons en ayant pleinement conscience que votre liberté contribuera aussi à la liberté de bien des Juifs de réaliser pleinement leur humanité, tout comme la fin de l'apartheid a rendu cette même liberté aux Blancs d'Afrique du Sud. Au plus fort de notre combat pour la liberté, nous n'avons jamais cessé de rappeler à notre peuple que notre combat était aussi un combat pour la libération des Blancs. L'apartheid diminuait les Blancs dans leur humanité tout comme l'injustice envers les femmes diminue l'humanité des hommes. C'est la libération qui permet à l'opresseur de reconquérir son humanité, et Israël ne fait pas exception à cet égard. Lors des rassemblements publics pendant le combat pour la liberté en Afrique du Sud, l'orateur du moment lançait souvent « Un de nous est blessé... » et la foule répondait « ...Nous sommes tous blessés! ». A l'époque, pour nous, la portée de cette phrase était quelque peu limitée, et peut-être en sera-t-il toujours ainsi. Mais ce que nous savons, c'est que la blessure infligée au peuple palestinien est une blessure pour nous tous. Inéluctablement, une blessure infligée à autrui revient hanter l'agresseur. Il est impossible d'arracher la peau d'un autre humain sans porter atteinte en même temps à sa propre humanité. Face à cette monstruosité, ce Mur de l'apartheid, nous vous offrons autre chose – notre solidarité avec le peuple palestinien. Nous vous déclarons notre engagement à vos côtés dans votre combat pour mettre fin à la ségrégation, pour surmonter l'injustice et pour venir à bout de la rapacité, la division et l'exploitation.

Nous avons vu que nos opprimés de hier – en Afrique du Sud pendant l'apartheid et en Israël aujourd'hui – peuvent devenir les oppresseurs d'aujourd'hui. Nous sommes donc à vos côtés pour réaliser votre rêve

de créer une société où tous, de toutes origines ethniques et de toutes religions, vivront libres et égaux.

Nous continuons à nous inspirer des paroles de Nelson Mandela, père de notre nation et héros du peuple palestinien. En 1964, il a été jugé coupable de trahison et condamné à mort. Il s'est tourné vers les juges et leur a dit: « J'ai lutté contre la domination des blancs, et j'ai lutté contre la domination des noirs. J'ai chéri l'idéal d'une société libre et démocratique dans laquelle tout le monde vivrait en harmonie et avec les mêmes chances. C'est un idéal pour lequel j'espère vivre. Mais, s'il le faut, c'est un idéal pour lequel je suis prêt à mourir ».

Traduit en français par Ilona Bossanyi

Texte original: Farid Esack: Open Letter to the Palestinian People

Source: An Injury to one...

<http://electronicintifada.net/content/injury-one/8223>